

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29341]

25 JUN 2015. — Décret modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modification de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur*

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, I, a), de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur, modifié en dernier lieu par le décret du 9 mai 2008 renforçant la cohérence de l'enseignement supérieur et œuvrant à la simplification administrative dans l'enseignement supérieur universitaire et hors universités, est complété par ce qui suit :

« 7° le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ».

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement*

Art. 2. Dans l'article 12, § 2, alinéa 21, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement inséré par le décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur, les mots « 2013-2014 et 2014-2015 » sont remplacés par les mots « 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

Art. 3. Dans l'article 39, § 4bis, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires inséré par le décret du 19 juillet 2010 relatif à la gratuité et à la démocratisation de l'enseignement supérieur, les mots « 2013-2014 et 2014-2015 » sont remplacés par les mots « 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977*

Art. 4. L'article 76 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux dispositions budgétaires 1976-1977 est complété par les alinéas suivants :

« Par dérogation au 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article, en ce qui concerne les Écoles supérieures des Arts, toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans peut se voir confier, pour des raisons pédagogiques motivées, un mandat de conférencier au sens des articles 69 et 75 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), pour une charge de 120/600^e maximum. Cette désignation à titre temporaire ne peut intervenir au-delà de la fin de l'année académique au cours de laquelle elle a atteint l'âge de 70 ans.

Par dérogation au 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article, en ce qui concerne les Hautes Écoles, toute personne ayant atteint l'âge de 65 ans peut être désignée, pour des raisons pédagogiques motivées, en qualité de professeur invité au sens des articles 30 et 31 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Écoles. Cette désignation à titre temporaire ne peut intervenir au-delà de la fin de l'année académique au cours de laquelle elle a atteint l'âge de 70 ans. ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, à certaines catégories d'élèves et d'étudiants étrangers qui résident en Belgique et y font des études*

Art. 5. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études, à certaines catégories d'élèves et d'étudiants étrangers qui résident en Belgique et y font des études, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « d'un Etat membre de la Communauté économique européenne » sont remplacés par les mots « d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'Espace économique européen, de la Confédération suisse »;
- 2° les mots « l'article 12 du Règlement (CEE) n° 1612 /68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté » sont remplacés par les mots « des articles 7, § 2, et 10 du Règlement (UE) n° 492 /2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union ».

Art. 6. Dans l'article 2 du même arrêté royal, le 1° est abrogé.

Art. 7. Dans l'article 5 du même arrêté royal, les mots « le Service des Allocations d'études du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française » sont remplacés par les mots « la Direction des Allocations et prêts d'études du Ministère de la Communauté française ».

CHAPITRE VI. — *Modifications de l'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971, relative à l'octroi d'allocations et prêts d'études, aux élèves et étudiants poursuivant leurs études à l'étranger*

Art. 8. A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 17 mai 1977 étendant le bénéfice de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et prêts d'études aux élèves et étudiants poursuivant leurs études à l'étranger les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au a) les modifications suivantes sont apportées :
 - 1) les mots « un Etat membre de la Communauté économique européenne » sont remplacés par les mots « d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'Espace économique européen, de la Confédération suisse »;

- 2) les mots « de l'article 12 du Règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté » sont remplacés par les mots « des articles 7, § 2, et 10 du Règlement (UE) n° 492 /2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. »;
- 2° au b) les modifications suivantes sont apportées :
- 1) les mots « un Etat membre de la Communauté économique européenne » sont remplacés par les mots « d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un Etat partie à l'Espace économique européen, de la Confédération suisse »;
- 2) les mots « de l'article 12 du Règlement (CEE) n° 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968, relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté » sont remplacés par les mots « des articles 7, § 2, et 10 du Règlement (UE) n° 492 /2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union. »;
- 3° le c) est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 2 du même arrêté royal, les mots « le Service des Allocations d'études du Ministère de l'Education nationale et de la Culture française » sont remplacés par les mots « la Direction des Allocations et prêts d'études du Ministère de la Communauté française ».

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983*

Art. 10. A l'article 6, § 3, du décret réglant, pour la Communauté française les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, les mots « sont versés avant le 1^{er} janvier de l'année scolaire ou académique lorsque la demande a été introduite avant le 1^{er} août, et avant le 1^{er} avril de l'année scolaire ou académique lorsque la demande a été introduite entre le 1^{er} août et le 31 octobre. » sont remplacés par les mots : « sont versés avant le 1^{er} janvier de l'année scolaire ou académique lorsque la demande a été introduite avant le 1^{er} août, avant le 1^{er} avril de l'année scolaire ou académique lorsque la demande a été introduite entre le 1^{er} août et le 31 octobre et au cours de l'année scolaire ou académique lorsque la demande a été introduite à partir du 1^{er} novembre. ».

CHAPITRE VIII. — *Modifications du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

Art. 11. Dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles, les articles 80 à 81bis sont abrogés.

CHAPITRE IX. — *Modifications du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

Art. 12. A l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, modifié en dernier lieu par le décret du 25 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au 6°, les mots « cohabitant légal au sens de l'article 1475 du Code Civil » sont insérés entre les mots « tuteur légal » et les mots « ou conjoint »;
- b) il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :
- « par jour ouvrable, au sens du présent décret, il y a lieu d'entendre chaque jour de la semaine à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux ».

Art. 13. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
- a) les mots « Par dérogation à l'article 47, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'Espace européen de l'Enseignement supérieur et finançant les universités sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013, définissant le paysage de l'Enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;
- b) les mots « le troisième jour ouvrable qui précède le 2 septembre précédant l'année académique concernée » sont remplacés par les mots « le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « avant le 15 juillet » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 juillet »;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « 2 septembre » sont remplacés par les mots « le dernier jour ouvrable avant le 25 août »;
- 4° à l'alinéa 4, les mots « le dernier jour ouvrable précédant le 2 septembre » sont remplacés par les mots « l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août »;
- 5° à l'alinéa 5, les mots « 2 septembre » sont remplacés par les mots « le dernier jour ouvrable avant le 25 août »;
- 6° à l'alinéa 6, les mots « article 47, § 2, alinéas 2 et 3, est applicable » sont remplacés par les mots « les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables ».

Art. 14. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :
- a) les mots « Par dérogation à l'article 26, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles » sont remplacés par les mots « Par dérogation à l'article 95, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;
- b) les mots « le troisième jour ouvrable qui précède le 2 septembre précédant l'année académique concernée » sont remplacés par les mots « le quatrième jour ouvrable qui précède le 25 août précédant l'année académique concernée et au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable avant le 25 août »;
- 2° à l'alinéa 2, les mots « avant le 15 juillet » sont remplacés par les mots « au plus tard le 15 juillet »;
- 3° à l'alinéa 3, les mots « 2 septembre » sont remplacés par les mots « le dernier jour ouvrable avant le 25 août »;

- 4° à l'alinéa 4, les mots « le dernier jour ouvrable précédant le 2 septembre » sont remplacés par les mots « l'avant-dernier jour ouvrable précédant le 25 août »;
- 5° à l'alinéa 5, les mots « 2 septembre » sont remplacés par les mots « le dernier jour ouvrable avant le 25 août »;
- 6° à l'alinéa 6, les mots « article 26, §§ 3 et 4 du même décret est applicable » sont remplacés par les mots « les articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études sont applicables ».

Art. 15. Dans l'article 10 du même décret, les mots « selon les cas, à l'article 47, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité, ou à l'article 26, § 4, du décret du 5 août 1995 précité, » sont remplacés par les mots « aux articles 96 et 97 du décret du 7 novembre 2013 précité, ».

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française*

Art. 16. A l'article 1^{er} du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 1° est remplacé par ce qui suit :
- « 1° Enseignement supérieur : l'enseignement visé à l'article 1^{er} du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;
- b) au 2°, les mots « articles 10, 11, 12, 13 et 178 » sont remplacés par les mots « articles 10, 11, 12 et 13 »;
- c) au 3°, les mots « article 6 » sont remplacés par les mots « article 15, § 1^{er}, 9°, »;
- d) le 5° est remplacé par ce qui suit :
- « L'ARES : Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, telle que définie aux articles 20 et suivants du même décret ».

Art. 17. L'article 3, 3°, du même décret est complété par une phrase rédigée comme suit : « Pour l'enseignement de Promotion sociale, cette coopération s'effectue également avec le service d'inspection concerné; ».

Art. 18. A l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « 25 membres » sont remplacés par les mots « 24 membres »;
- b) à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
- 1) le 1° est complété par les mots « et de la recherche scientifique »;
- 2) le 3° est remplacé par ce qui suit :
- « Quatre représentants du corps enseignant des Hautes Ecoles sur proposition des Directeurs Présidents. »;
- 3) le 4° est remplacé par ce qui suit : « Deux représentants du corps enseignant des Ecoles supérieures des Arts sur proposition des Directeurs des Ecoles supérieures de Arts. ».

Art. 19. Dans l'article 6 du même décret, les mots « et de la recherche scientifique » sont insérés entre les mots « non obligatoire » et les mots « y siège ».

Art. 20. Dans l'article 7, § 2, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La cellule exécutive a pour tâche principale de veiller à la bonne organisation et à l'exécution des évaluations programmées par l'Agence. Elle assiste l'ARES dans ce but.

Art. 21. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :
- « Ces cursus correspondent :
- 1° aux intitulés des grades académiques de bachelier et de master repris aux annexes 2 et 3 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;
- 2° aux intitulés des grades académiques de bachelier, de master et des brevets d'enseignement supérieur repris à l'annexe 6 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études »;
- b) à l'alinéa 3, les mots « 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 » sont remplacés par les mots « 82 du décret du 7 novembre 2013 ».

Art. 22. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° aux alinéas 2 et 3, les mots « chaque Conseil » sont chaque fois remplacés par les mots « l'ARES »;
- 2° à l'alinéa 6, les mots « A l'exception de la programmation des années académiques 2008-2009 et 2009-2010, » sont abrogés.

Art. 23. L'article 11 du même décret est remplacé par ce qui suit : « L'évaluation se base sur un référentiel qui recouvre l'ensemble des démarches de formation et d'organisation à considérer. Ce référentiel, élaboré par le comité de gestion en concertation avec l'ARES, est approuvé par le Gouvernement. Il se compose de critères et dimensions qui recouvrent l'ensemble des champs à évaluer ».

Art. 24. Dans l'article 12 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « les Conseils » sont remplacés par les mots « l'ARES »;
- 2° à l'alinéa 2 les modifications suivantes sont apportées :
- a) les mots « chaque Conseil » sont remplacés par les mots « l'ARES »;
- b) le 2°, est abrogé.

Art. 25. Dans l'article 15, alinéa 5, du même décret, les mots « Il passe en revue les indicateurs visés à l'article 11 et donne toutes les informations utiles à l'évaluation externe » sont abrogés.

Art. 26. Dans l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er} les mots « du ou des Conseils concernés » sont remplacés par « l'ARES »;
- 2° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « le ou les Conseils concernés transmettent » sont remplacés par les mots « l'ARES transmet »;
 - b) les mots « du ou des Conseils » sont remplacés par les mots « l'ARES »;
- 3° à l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « le conseil » sont remplacés par les mots « l'ARES »;
 - b) les mots « le ou les Conseils concernés transmettent » sont remplacés par « l'ARES transmet ».

Art. 27. Dans l'article 18, alinéa 2, du même décret, les mots « des Conseils » sont remplacés par « de l'ARES ».

Art. 28. A l'article 20 du même décret, les mots « de certains indicateurs » sont abrogés.

Art. 29. Dans l'article 25 du même décret les mots « à la liste de référence des indicateurs visée » sont remplacés par les mots « du référentiel visé ».

CHAPITRE XI. — Modifications du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur

Art. 30. L'article 1^{er} du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur, abrogé par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 1^{er}. Les Hautes Ecoles consacrent à l'aide à la réussite des étudiants, prioritairement pour les étudiants de première année de premier cycle qu'elles accueillent, au sein de leur établissement, un montant correspondant de un à trois pour cent de l'allocation annuelle globale dont elles bénéficient. Ce pourcentage est fixé par le Gouvernement dans les limites des crédits budgétaires disponibles. A défaut, il est de un pour cent.

Sans que la liste soit exhaustive, l'aide à la réussite consiste en les mesures suivantes :

- 1° l'affectation obligatoire au sein de la Haute Ecole de personnel spécifiquement consacré à l'aide à la réussite. Ce personnel a pour mission d'informer, d'orienter et, de façon générale, d'accompagner les étudiants en vue de leur permettre de faire aboutir leur projet d'études. Ce personnel se regroupe au sein d'un service d'aide à la réussite clairement identifié, mis sur pied au sein de la Haute Ecole ou de plusieurs Hautes Ecoles et/ou en collaboration avec un service d'une institution universitaire poursuivant les mêmes objectifs;
- 2° l'offre obligatoire d'activités spécifiques pour les étudiants de première année de premier cycle visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;
- 3° la mise à disposition d'outils d'autoévaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;
- 4° l'organisation obligatoire, avant le 1^{er} décembre de chaque année académique, d'enseignements en petits groupes et consacrés à des exercices pratiques dans au moins une discipline spécifique à la catégorie d'études choisie, afin de s'assurer de la bonne orientation de l'étudiant;
- 5° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première année de premier cycle dans une catégorie d'études particulière;
- 6° la mise en place obligatoire d'une politique ciblée sur les populations socio économiquement défavorisées arrivant dans l'Enseignement supérieur afin de répondre à leurs demandes spécifiques;
- 7° la mise en place d'une formation destinée à améliorer la maîtrise des compétences langagières;
- 8° la signature avec le Centre de didactique supérieur de l'Enseignement supérieur du Pôle académique d'une convention de collaboration pour l'accompagnement des enseignants en charge des étudiants concernés. Le Centre de didactique supérieur de l'enseignement supérieur du Pôle académique avec lequel la Haute Ecole a signé une convention de collaboration est à la disposition des enseignants et des directions qui le sollicitent pour les conseiller, si nécessaire, et trouver ensemble des pistes d'amélioration de l'enseignement dispensé.

Le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires aux Hautes Ecoles à cet effet et détermine le modèle de justificatif destiné à apporter la preuve que ces moyens sont utilisés exclusivement pour de telles activités. ».

Art. 31. A l'article 8, alinéa 1^{er}, du même décret les mots « L'étudiant de 1^{ère} génération » sont remplacés par les mots « L'étudiant de première année de premier cycle ».

CHAPITRE XII. — Modifications du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Art. 32. A l'article 13 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le 42° est remplacé par ce qui suit :
« 42° PROM SOC Supérieur Mons Borinage, à 7000 Mons; »;
- b) le 49° est remplacé par ce qui suit :
« 49° Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Fléron-Chênée 4623 Fléron; »;
- c) les numéros 53° et 71° sont abrogés;
- d) au 59°, les mots « Institut provincial d'enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental » sont remplacés par les mots « Institut Provincial d'Enseignement de Promotion Sociale de Wallonie Picarde ».

Art. 33. A l'article 15 du même décret, le 6° est complété comme suit :

« . Toutefois, pour les législations relatives au statut du personnel, l'année académique s'achève le 30 septembre; ».

Art. 34. A l'article 66, § 2, alinéa 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « de diplômes, » sont abrogés;
- 2° la phrase « Ce sont des études de premier ou de deuxième cycle selon le niveau des activités d'apprentissage qu'elles comportent » est abrogée.

Art. 35. L'article 67 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Aux conditions fixées par les autorités académiques, les jurys peuvent valoriser, pour des raisons motivées, des savoirs et compétences acquis par une expérience professionnelle ou personnelle. Cette valorisation est effectuée au moment de la validation du programme annuel de l'étudiant et aucune admission ne peut avoir lieu sur base de la présente disposition. ».

Art. 36. Dans l'article 76 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : « Toutes peuvent faire l'objet d'une évaluation et peuvent être exprimées en termes de crédits. ».

Art. 37. Dans l'article 77, alinéa 2, du même décret, les mots « visée à l'article 139 et à l'article 140 » sont abrogés.

Art. 38. Dans l'article 79, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'ensemble des activités d'apprentissage de chaque unité d'enseignement des cursus conduisant à un grade académique de premier ou deuxième cycle se répartit sur un des deux premiers quadrimestres de l'année académique, à l'exception des activités dispensées dans le cadre de l'enseignement en alternance, de certaines évaluations, stages, projets ou activités d'intégration professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour des raisons pédagogiques motivées, certaines unités d'enseignement de premier cycle peuvent se répartir sur les deux premiers quadrimestres de l'année académique; dans ce cas, une épreuve partielle est organisée en fin de premier quadrimestre, conformément aux dispositions de l'article 150, § 1^{er}. ».

Art. 39. Dans l'article 89 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« La liste des grades académiques sanctionnant les études visées à l'article 73, alinéa 2, 3°, est reprise en annexe V de ce décret; le Gouvernement arrête la liste de ceux visés aux catégories prévues à l'article 73, alinéa 2, 1° et 2°, en cohérence avec les autres législations et réglementations qui les concernent. »

Art. 40. A l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « , par voie de mesures générales ou individuelles, » sont insérés entre les mots « Le Gouvernement » et « peut reconnaître ».
- 2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :
 - a) les mots « hors Communauté française, et qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure visée à l'alinéa précédent, » sont remplacés par les mots « hors Belgique »;
 - b) les mots « brevet d'enseignement supérieur, de » sont insérés entre les mots « grades académiques de » et les mots « bachelier pour ».

Art. 41. À l'article 93 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « de mesures individuelles, » sont remplacés par les mots « de mesures individuelles ou générales »;
- 2° les mots « brevet d'enseignement supérieur, » sont insérés entre les mots académique générique de » et les mots « bachelier ou master ».

Art. 42. L'article 95, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret, est complété par la phrase suivante : « Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours. ».

Art. 43. Dans l'article 96, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 1^{er} les modifications suivantes sont apportées :
 - a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Par décision motivée et selon une procédure prévue au règlement des études, les autorités de l'établissement d'enseignement supérieur :

 - 1° refusent l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet, dans les 5 années académiques précédentes, d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou de fraude aux évaluations;
 - 2° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque la demande d'inscription vise des études qui ne donnent pas lieu à un financement;
 - 3° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant lorsque cet étudiant n'est pas finançable;
 - 4° peuvent refuser l'inscription d'un étudiant qui a fait l'objet dans les 5 années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour faute grave. »
 - b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« les établissements d'enseignement supérieur transmettent au commissaire ou délégué du Gouvernement auprès de l'institution, les noms des étudiants qui ont fait l'objet dans les cinq années académiques précédentes d'une mesure d'exclusion d'un établissement d'enseignement supérieur pour des raisons de fraude à l'inscription ou fraude aux évaluations. Le commissaire ou délégué transmet ces noms à l'ARES chargée d'établir une base de données gérée dans le respect de la Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel »;
- 2° le paragraphe 2 est complété comme suit :

« La notification de la décision du recours interne est adressée à l'étudiant par pli recommandé. ».

Art. 44. A l'article 97 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« Les plaintes introduites à l'encontre d'une décision de refus d'inscription fondée sur l'article 96, 3°, sont préalablement examinées par le Commissaire ou le Délégué auprès de l'établissement. Celui-ci remet un avis à la Commission quant au financement de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à cet avis. »;

2° au paragraphe 3, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Après la notification du rejet du recours interne visé à l'article 96, § 2, l'étudiant a quinze jours ouvrables pour contester la décision prise à l'issue de cette procédure devant ladite commission. Sous peine d'irrecevabilité, la requête est introduite par pli recommandé, indique clairement l'identité de l'étudiant et l'objet précis de son recours. Elle contient tous les éléments et toutes les pièces que l'étudiant estime nécessaires pour motiver son recours. »;

3° au paragraphe 3, alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « peut invalider le refus d'inscription dans les quinze jours » sont remplacés par les mots « elle invalide le refus d'inscription dans les quinze jours ouvrables »;

b) la phrase « Si, passé ce délai, la commission n'a pas invalidé ce refus, la décision des autorités académiques de l'établissement devient définitive » est abrogée;

c) il est inséré un alinéa 5 rédigé comme suit :

« Les délais de 15 jours ouvrables visés aux alinéas 2 et 4 sont suspendus entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier ainsi qu'entre le 15 juillet et le 15 août. ».

Art. 45. A l'article 100, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 30 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel moyennant l'accord du jury d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle, sans que la charge annuelle de son programme n'excède 60 crédits du programme du cycle, conformément aux dispositions générales du paragraphe 2 du présent article.

L'étudiant qui a acquis ou valorisé au moins 45 crédits parmi ces 60 premiers crédits du programme d'études, peut compléter son programme annuel d'unités d'enseignement de la suite du programme du cycle conformément aux dispositions générales du paragraphe 2 du présent article. ».

Art. 46. A l'article 102 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Sauf cas de force majeure, à défaut d'avoir payé le solde du montant de son inscription au plus tard pour le 4 janvier ou dès l'inscription si celle-ci est postérieure, l'établissement notifie à l'étudiant la décision selon laquelle il n'a plus accès aux activités d'apprentissage à partir de cette date, qu'il ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais qu'il reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique »;

2° au paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « Toutefois, par dérogation à l'alinéa 2, l'étudiant qui a sollicité une allocation telle que visée à l'article 105, § 2, et qui, pour le 4 janvier, ne l'a pas encore perçue dispose de dix jours ouvrables après la perception de celle-ci pour s'acquitter du solde de ses droits d'inscription. Si l'allocation lui est refusée, l'étudiant dispose d'un délai de 30 jours à dater de la décision mentionnée à l'alinéa 2 pour payer le solde du montant de son inscription. A défaut, l'étudiant n'a plus accès aux activités d'apprentissage et ne peut être délibéré ni bénéficier d'aucun report ou valorisation de crédits, mais reste considéré comme ayant été inscrit aux études pour l'année académique. »;

3° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Les Commissaires ou Délégués du Gouvernement auprès des institutions sont habilités à recevoir les recours contre la décision visée à l'alinéa 2. Pour des raisons motivées, les Commissaires ou Délégués du Gouvernement invalident cette décision et confirment l'inscription de l'étudiant. Le Gouvernement fixe les délais et la procédure relatifs à ces recours. »;

4° l'article 102 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'étudiant de première année du premier cycle peut modifier son inscription jusqu'au 15 février, sans droits d'inscription complémentaires afin de poursuivre son année académique au sein d'un autre cursus. Cette réorientation doit être motivée par l'étudiant et faire l'objet d'une approbation par le jury du cycle d'études vers lequel il souhaite s'orienter. En cas de refus, l'étudiant peut introduire un recours conformément à l'article 96. ».

Art. 47. Dans l'article 106, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Pour le quinze juin de l'année académique au plus tard, les Commissaires et Délégués du Gouvernement valident et transmettent à l'ARES la liste des demandes d'inscription refusées au sens de l'article 96 avec le motif de refus, des fraudes à l'inscription, des exclusions pour fraude aux évaluations, des inscriptions et demandes d'admission prises en considération et des inscriptions régulières, des réorientations et des allègements pour l'année académique en cours, ainsi que les corrections à apporter à la liste de l'année académique précédente et les crédits acquis par les étudiants régulièrement inscrits durant cette année académique et grades académiques qui leur ont éventuellement été délivrés. ».

Art. 48. A l'article 108, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er} les mots « A l'exception des étudiants suivant un cursus dans une Ecole supérieure des Arts » sont remplacés par les mots « À l'exception des étudiants qui suivent dans une École supérieure des Arts un cursus autre que ceux menant au grade de bachelier-agrégé de l'enseignement secondaire inférieur en musique et de bachelier en formation musicale »;

2° au § 2, les modifications suivantes sont apportées :

- a) à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « au moins deux fois par année académique » sont insérés entre les mots « par l'ARES, » et les mots « suivant des dispositions »;
- b) à l'alinéa 1^{er}, un 4° rédigé comme suit est inséré :
« 4° soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le Gouvernement »;
- c) l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 49. L'article 110 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Le règlement des études fixe l'organisation de cette épreuve d'admission ».

Art. 50. Dans l'article 111, § 1^{er}, alinéa 3, du même décret, les mots « plus de 15 crédits supplémentaires » sont remplacés par les mots « plus de 60 crédits supplémentaires ».

Art. 51. A l'article 113 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le mot « suffisante » est remplacé par le mot « approfondie »;
- b) le § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par ce qui suit : « Cette preuve est apportée :
 - 1° soit par la possession d'un diplôme ou certificat mentionné à l'article 107, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4° et 8°;
 - 2° soit par la réussite d'un examen spécifique organisé à cette fin par les autorités académiques suivant les dispositions arrêtées par le Gouvernement;
 - 3° soit par la possession de l'attestation mentionnée à l'article 107, alinéa 1^{er}, 5°, lorsqu'elle est délivrée par un jury de la Communauté française;
 - 4° soit par l'attestation de réussite d'autres épreuves de maîtrise de la langue française dont la liste est arrêtée par le Gouvernement;
 - 5° soit par la possession d'un diplôme, titre ou certificat étranger sanctionnant des études comprenant suffisamment d'enseignement en langue française; le Gouvernement fixe les conditions minimales que doivent satisfaire ces études. »;
- c) au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « , d'un grade académique de deuxième cycle délivré en Communauté germanophone, en Communauté flamande, ou par l'École royale militaire et jugé similaire par les autorités académiques, » sont insérés après les mots « en Communauté française ».

Art. 52. Dans l'article 121, alinéa 1^{er}, du même décret, la phrase « Conformément au modèle déterminé par le Gouvernement et suivant la procédure fixée par celui-ci, l'ARES établit, pour chaque modification ou création d'un cursus de type court, un programme d'études minimal qu'elle transmet au Gouvernement avant le premier mars pour l'année académique suivante. » est abrogée.

Art. 53. Dans l'article 124 du même décret, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Par exception à l'alinéa précédent, dans les études de deuxième cycle du secteur de l'art, lorsqu'une unité d'enseignement conduit à plus de 30 crédits en application de l'article 67, alinéa 3, elle peut être considérée comme pré-requis à plus de 30 crédits du bloc annuel suivant. ».

Art. 54. Dans l'article 125, § 2, du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les études du secteur de l'art, les programmes des études de bachelier doivent comporter, pour chaque cursus de type court, au moins 60 % d'enseignements communs – correspondant à 108 crédits.

L'ARES certifie le respect des dispositions prévues aux alinéas précédents; elle établit le contenu commun minimal de ces cursus. ».

Art. 55. A l'article 139 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « quelle que soit la moyenne globale obtenue » sont abrogés;
- 2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 56. A l'article 140, alinéa 3, du même décret, les mots « la moyenne ou » sont abrogés.

Art. 57. Dans le même décret, il est inséré un article 147bis rédigé comme suit :

« Article 147bis. Les frais couvrant la délivrance par les Services du Gouvernement de duplicata de diplômes, certificats délivrés par un établissement d'enseignement supérieur sont fixés à 50 euros. ».

Art. 58. A l'article 150, § 1^{er} du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° il est inséré un alinéa entre les alinéas 1^{er} et 2 rédigé comme suit :
« En cas d'absence à une ou plusieurs des épreuves de fin de premier quadrimestre, les autorités académiques, dans le respect du règlement des études, apprécient le caractère légitime ou non de l'excuse présentée. Si l'excuse est rejetée, celles-ci notifient la décision de non admission aux autres épreuves. L'étudiant dispose d'un recours interne contre cette décision auprès des autorités académiques »;
- 2° à l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, les mots « Pour ces étudiants ayant participé à l'épreuve » sont remplacés par les mots « Pour les étudiants ayant participé aux épreuves ».
- 3° il est inséré un alinéa rédigé comme suit :
« Les alinéas 1^{er} à 3 du présent article ne s'appliquent pas aux unités d'enseignement visées à l'article 100, § 1^{er}, al. 3 et 4 ».

Art. 59. A l'article 151 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, le mot « académiques; » est inséré entre les mots « motifs professionnels; » et les mots « sociaux ou »;
- 2° à l'alinéa 3 les mots « visés à l'article 107, alinéa 3, ceux » sont insérés entre le mot « étudiants » et les mots « pour lesquels la participation »;

3° l'article 151 est complété comme suit :

« L'étudiant bénéficiant de ces dérogations s'acquitte des droits d'inscription et frais visés à l'article 105. Pour l'inscription à la suite du programme allégé, l'étudiant s'acquitte des frais administratifs établis conformément à l'article 105, § 1^{er}, alinéa 3.

Art. 60. Dans l'article 163 du même décret, les mots « et autorisations à ouvrir » sont insérés entre les mots « à organiser » et les mots « des études ».

Art. 61. Dans l'article 171, alinéa 2, du même décret, les mots « 2e alinéa » sont remplacés par les mots « 3e alinéa ».

Art. 62. Dans l'article 172, alinéa 1^{er}, du même décret, la phrase « Les études de premier cycle sont organisées selon les nouvelles dispositions progressivement durant trois années académiques dès l'année académique 2014-2015. » est remplacée par ce qui suit : « La première année du premier cycle est organisée selon les nouvelles dispositions dès l'année académique 2014-2015. La suite du programme des études est organisée dès l'année académique 2015-2016 et au plus tard pour l'année académique 2016-2017. ».

Art. 63. Dans le même décret, un article 175 est inséré, rédigé comme suit

« Pour l'année académique 2014-2015, l'étudiant qui n'a pas acquis ou valorisé 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études du premier cycle peut, moyennant l'accord du jury, compléter son programme de cours isolés valorisables dans la suite de son cursus, à concurrence d'un programme annuel de 60 crédits maximum. ».

Art. 64. A l'annexe 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les mentions relatives à la « Liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition et de master en 120 crédits au moins » :

a) Après la ligne :

6	U			M	Sciences de la population et du développement	
---	---	--	--	---	---	--

est insérée la ligne :

6	HE+U			M	Stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative	
---	------	--	--	---	---	--

b) après la ligne :

6	HE			M	Ingénierie et action sociales	
---	----	--	--	---	-------------------------------	--

est insérée la ligne :

6	HE				Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	
---	----	--	--	--	---	--

c) après la ligne :

10	U			M	Sciences de la famille et de la sexualité	
----	---	--	--	---	---	--

est insérée la ligne :

10	HE	S			Gérontologie psycho-éducative	
----	----	---	--	--	-------------------------------	--

d) après la ligne

18	HE	S			Gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires	
----	----	---	--	--	---	--

est inséré la ligne :

18	HE	S			Agriculture biologique	
----	----	---	--	--	------------------------	--

e) la ligne

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie et gestion du territoire
				M		Agro-industries
		M				Horticulture

est remplacé par les lignes

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie
				M		Bio-industries
		B				Environnement
18	HE	S			Agriculture biologique	

f) après la ligne

19	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel	Aérotechnique
				M		Automatisation
				M		Biochimie
				M		Chimie
				M		Construction
				M		Electricité
				M		Electromécanique
				M		Electronique
				M		Génies physique et nucléaire
				M		Génie énergétique durable
				M		Géomètre
				M		Industrie
				M		Informatique
				M		Mécanique

est insérée la ligne suivante

19	HE			M	Gestion de la maintenance électromécanique (*)	
----	----	--	--	---	--	--

g) Après la ligne

22	ESA		B	M	Communication visuelle et graphique	
----	-----	--	---	---	-------------------------------------	--

est intégrée la ligne suivante

22	ESA		B	M	Communication visuelle	
----	-----	--	---	---	------------------------	--

2° Dans les mentions relatives aux « Habilitations des Universités »,
après les lignes

17	Sciences géologiques	1	62	25	21		92	
		2	62	25	21			

est insérée la ligne

17	Sciences géographiques, or. générale	1	62	25	21		92	
----	--------------------------------------	---	----	----	----	--	----	--

3° Dans les mentions relatives aux « Habilitations des Hautes Écoles »

a) dans le tableau « Haute Ecole de la Province de Namur (HEPN), les modifications suivantes sont apportées :

1) la ligne suivante est abrogée :

Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	92
-------	----	--------------	--	----

2) après la ligne

Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	92
-------	----	--------------	------------------------------	----

est insérée la ligne

Court	15	Paramédicale	Santé mentale et Psychiatrie	92
-------	----	--------------	------------------------------	----

3) après la ligne :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » - Finalité « Techniques et gestion agricoles »	91
-------	----	-------------	--	----

est insérée la ligne :

Court	18	Agronomique	Spécialisation « Agriculture biologique »	91
-------	----	-------------	---	----

b) dans le tableau « Haute Ecole de la Province de Liège (HEPL) » :

Après la ligne :

Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	62
-------	---	---------	------------------------------	----

est insérée la ligne :

Long	6	Sociale	Section « Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits » en co-organisation avec l'Université de Liège	62
------	---	---------	---	----

Après la ligne :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » Finalité « Techniques et gestion agricoles »	63
-------	----	-------------	--	----

est insérée la ligne :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » Finalité « Technologie animalier »	62
-------	----	-------------	--	----

c) dans le tableau "Haute Ecole Charlemagne",
les lignes :

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agro-industries »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Horticulture »	92

sont remplacées par les lignes

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Bio-industries »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Environnement »	92

d) dans le tableau « Haute École Condorcet », les modifications suivantes sont apportées :

1) après la ligne :

Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » 2e cycle	52 57
------	----	--------------	-------------------------------------	----------

est insérée la ligne :

Court	16	Paramédicale	Section « Podologie Podothérapie » en coorganisation avec l'Umons	52
-------	----	--------------	---	----

2) les lignes

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agro-industries »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Horticulture »	51

sont remplacées par les lignes

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Bio-industries »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Environnement »	51

3) les lignes

Court	19	Technique	Section « Biotechnique » Finalité « Biomécanique et biomatériaux »	51
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Biochimie »	52

sont remplacées par les lignes

Court	19	Technique	Section « Biotechnique » Finalité « Biomécanique et biomatériaux »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Biochimie »	51

4) Après la ligne

Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Industrie »	57
------	----	-----------	---	----

est insérée la ligne :

Long	19	Technique	Section « Gestion de la maintenance électromécanique » en co-organisation avec l'Université de Mons	52
------	----	-----------	---	----

c) dans le tableau « Haute Ecole Lucia de Brouckère »,
la ligne

Court	9	Economie	Section « Assistant de direction »-Option « Langues »	25
-------	---	----------	---	----

est remplacée par la ligne

Court	9	Economie	Section « Assistant de direction »-Option « Langues et gestion »	25
-------	---	----------	--	----

4° Dans les mentions relatives aux « Habilitations des Écoles supérieures des Arts », dans le tableau « Domaine 22 : arts plastiques, visuels et de l'espace » :

a) la ligne suivante est abrogée :

Court	Gravure et impression	1					21					
-------	-----------------------	---	--	--	--	--	----	--	--	--	--	--

b) la ligne

Long	Sérigraphie	1+2	21			21	21					
------	-------------	-----	----	--	--	----	----	--	--	--	--	--

est remplacée par la ligne

Long	Sérigraphie	1+2	21			21						
------	-------------	-----	----	--	--	----	--	--	--	--	--	--

c) et la ligne

Long	Communication visuelle et graphique	1+2	21	21		21			62	53	57	
------	-------------------------------------	-----	----	----	--	----	--	--	----	----	----	--

est remplacée par la ligne

Long	Communication visuelle et graphique	1+2		21		21			62	53	57	
------	-------------------------------------	-----	--	----	--	----	--	--	----	----	----	--

Art. 65. A l'annexe 3 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° après la ligne :

16	U	Science de la motricité	Orientation générale
			Education physique

est insérée la ligne suivante :

16	U	Kinésithérapie et réadaptation	
----	---	--------------------------------	--

2° la ligne :

22	ESA	Tapiserie	
----	-----	-----------	--

est remplacée par la ligne suivante :

22	ESA	Tapiserie-Arts textiles	
----	-----	-------------------------	--

Art. 66. A l'annexe 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° après la ligne :

5	Communication appliquée spécialisée - Publicité et Communication commerciale	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
---	---	---	--------------------	----------------

est insérée la ligne :

5	Stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative	2	ICHEC-ISC -St Louis, ISFSC et USL-B.	21
---	--	---	--------------------------------------	----

2° la ligne :

9	Gestion d'entreprise	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
---	----------------------	---	----------------------	----------------------

est remplacée par la ligne :

9	Gestion de l'entreprise	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
---	-------------------------	---	----------------------	----------------------

3° la ligne :

9	Tourisme, or. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
---	--------------------------------	----	------------------------	----------

est remplacée par la ligne :

	Tourisme, op. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
--	--------------------------------	----	------------------------	----------

4° après la ligne :

9	Tourisme, op. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
---	--------------------------------	----	------------------------	----------

est insérée la ligne :

9	Gestion des services généraux (*)	2	HE Ilya Prigogine, HEB, HE Ferrer, HE Spaak et HE Lucia De Brouckère.	21
---	-----------------------------------	---	--	----

5° Après la ligne :

10	Intégration des technologies nouvelles au service de l'éducation	1S	HEB Ferrer	21 21
----	---	----	------------	----------

sont insérées les lignes :

10	Spécialisation « Accompagnateur en milieux scolaires »	1S	HELMo et HE Charlemagne	62
10	Spécialisation en gérontologie psycho- éducative	1S	HE Condorcet, HELHa et HEH.	52

Art. 67. A l'annexe 6 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans l'intitulé de l'annexe 6 les mots « au 31 décembre 2013 » sont abrogés;
- 2° les mots « Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons formations » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 3° les mots « Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons formations » sont remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage »;
- 4° les mots « Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

- 5° les mots « Ecole industrielle supérieure provinciale » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 6° les mots « Ecole industrielle supérieure de Mons » sont chaque fois remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 7° les mots « Ecole industrielle supérieure » sont remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 8° Après la ligne

Institut Diderot	Boulevard de l'Abattoir 50 1000 Bruxelles	Bachelier en Arts plastiques, visuels et de l'espace - Option : création d'intérieurs	Néant
Ecole de Promotion sociale Saint Luc	Rue d'Irlande 57 1060 Bruxelles		Néant

est insérée la ligne

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en Arts plastiques, visuels et de l'espace - Option : création d'intérieurs	Néant
Cours de Promotion sociale Saint Luc	Rue Louvrex 111 4000 Liège		Néant

9° la ligne

Collège technique des Aumôniers du travail	Grand'Rue 185 6000 Charleroi	Bachelier en comptabilité	Néant
--	---------------------------------	---------------------------	-------

est remplacée par la ligne

Collège technique des Aumôniers du travail	Grand'Rue 185 6000 Charleroi	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Université du Travail / Institut d'Enseignement technique commercial sis à Charleroi
--	---------------------------------	---------------------------	--

10° la ligne suivante est abrogée :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Huy	Quai de Compiègne 4 4500 Huy	Bachelier en comptabilité	Néant
--	---------------------------------	---------------------------	-------

11° la ligne

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier en comptabilité	Néant
-------------	---	---------------------------	-------

est remplacée par la ligne

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Dour
-------------	---	---------------------------	--

12° la ligne

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en comptabilité	Néant
---------	-------------------------------	---------------------------	-------

est remplacée par la ligne :

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Peruwelz
---------	-------------------------------	---------------------------	--

13° après la ligne

CF Ath, Flobecq	Rue de Lessine 11 7800 Ath	Bachelier en construction	Néant
-----------------	-------------------------------	---------------------------	-------

sont insérées les lignes suivantes :

CF EVERE, LAEKEN	Avenue Constant de Permeke 4 1140 Evère	Bachelier En Coopération Internationale	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut de Formation de Cadres pour le développement
INSTITUT DE FORMATION DE CADRES POUR LE DEVELOPPEMENT	Avenue Legrand 59 1050 BRUXELLES	Bachelier en coopération internationale	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec CF Evère, Laeken, Avenue Constant Permeke 4 à 1140 BRXELLES

14° après la ligne

Centre d'enseignement supérieur de Promotion sociale et de formation continuée en Brabant wallon	Rue des Wallons 6 1348 Louvain-laNeuve	Bachelier en droit	Néant
--	---	--------------------	-------

est insérée la ligne

PROM SOC Supérieur Mons Borinage	7000 Mons	Bachelier en E-business	Néant
----------------------------------	-----------	-------------------------	-------

15° après la ligne

Institut de formation continuée Enseignement de promotion sociale	Rue Jonfosse 80 4000 Liège	Bachelier en Gestion Des Ressources humaines	Néant
---	-------------------------------	--	-------

est insérée la ligne

Institut Provincial De Promotion Sociale Et De Formation Continue	Rue Demulder 1 1400 Nivelles	Bachelier en Gestion Des Ressources humaines	Néant
---	---------------------------------	--	-------

16° après la ligne

Institut Saint Laurent – Enseignement de Promotion sociale	Rue Saint Laurent 33 4000 Liège	Bachelier en Informatique de gestion	Néant
--	------------------------------------	--------------------------------------	-------

est insérée la ligne

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec PROM SOC Mons Borinage
----------------------------	------------------------------	--------------------------------------	--

17° après la ligne

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Bachelier en Informatique de gestion	Néant
---	----------------------------------	--------------------------------------	-------

est insérée la ligne

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège
--	--	--------------------------------------	--

18° après la ligne

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 5600 Philippeville	Bachelier en informatique de gestion	Néant
-----------------------------	--	--------------------------------------	-------

est insérée la ligne

IEPSCF de Péruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Péruwelz	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Colfontaine et avec l'IEPSCF de Mouscron
--------------------	---	--------------------------------------	--

19° après la ligne

IEPSCF Uccle	Rue Gatti de Gamond 95 1180 Uccle	Bachelier en Informatique et Système – Finalité : technologie de l'informatique	Néant
--------------	--------------------------------------	---	-------

est insérée la ligne

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier en Informatique et Système – Finalité : Automatique	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section avec cette finalité dans l'enseignement de promotion sociale sur l'ensemble de la Communauté française
----------------------------	------------------------------	---	---

20° après la ligne :

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Bachelier en marketing	Néant
---	----------------------------------	------------------------	-------

est insérée la ligne

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en marketing	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège
--	--	------------------------	--

21° après la ligne

Ecole industrielle supérieure provinciale	Avenue du Tir 10 7000 Mons	Bachelier en relations publiques	Néant
---	-------------------------------	----------------------------------	-------

sont insérées les lignes suivantes :

Ecoles supérieure des affaires	rue du Collège 8 5000 Namur	Bachelier En Sciences Administratives Et Gestion Publique	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut Provincial de Formation Sociale, rue Henri Blès 188-190 à 5000 Namur
--------------------------------	--------------------------------	---	---

Institut Provincial De Formation Sociale	rue Henri Blès 188 190 à 5000 Namur	Bachelier en sciences administratives et gestion publique	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Ecole supérieure des Affaires, rue du Collège 8 à 5000 Namur
--	--	---	--

22° après la ligne

Cours industriels et commerciaux de Couillet	Rue des Lilas 3 6010 Couillet	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Néant
--	----------------------------------	---	-------

sont insérées les deux lignes suivantes

CF de Fléron-Chénée	Rue Charles Deliège 9 4623 Fléron	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Waremme
CF Waremme	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremme	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Fléron-Chénée

23° après la ligne

Institut Diderot	Boulevard de l'Abattoir 50 1000 Bruxelles	Bachelier en techniques graphiques – Finalité : Techniques infographiques	Néant
------------------	--	---	-------

est insérée la ligne

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en techniques graphiques – Finalité : Techniques infographiques	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section avec cette finalité dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège et en raison de la rationalisation des cours de langue
--	--	---	---

24° la ligne suivante est abrogée :

CF Waremme	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremme	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Néant
------------	--------------------------------------	--	-------

25° la ligne suivante est abrogée :

CF Soumagne	Rue des Prairies 40 4630 Soumagne	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Néant
-------------	--------------------------------------	--	-------

26° la ligne

Institut Supérieur Plus Oultre	Rue de Savoie, 6 7130 Binche	Bachelier en tourisme-option : Gestion	Néant
--------------------------------	---------------------------------	--	-------

est remplacée par la ligne :

Institut Supérieur Plus Oultre	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en tourisme-option : Gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec les Arts et métiers Enseignement de promotion sociale à Erque- linnes
--------------------------------	-------------------------------	--	--

27° la ligne

Ecole d'Arts et Métiers	Rue Sainte-Thérèse 47 6560 Erquelinnes	Bachelier en tourisme - option : Gestion	Néant
-------------------------	---	---	-------

est remplacée par la ligne :

Ecole d'Arts et Métiers	Rue Sainte-Thérèse 47 6560 Erquelinnes	Bachelier en tourisme- option : Gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut Supé- rieur Plus Oultre
-------------------------	---	--	--

28° après la ligne

CF Namur (cefor)	Boulevard Cauchy 9-10 5000 Namur	Bachelier en tourisme – Option : Gestion	Néant
------------------	-------------------------------------	---	-------

est insérée la ligne

EPFC 3	Boulevard du Triomphe 1 1050 Bruxelles	Bachelier En Vente	Néant
--------	---	--------------------	-------

29° après la ligne

Ecole pratique des Hautes Etudes commerciales	Avenue Konrad Ade- nauer 3 1200 Bruxelles	Administration et gestion du personnel	Néant
--	---	---	-------

est insérée la ligne

Institut provincial d'ensei- gnement de promotion sociale de Huy	4500 Huy	Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofession- nelle	néant
--	----------	--	-------

30° après la ligne

Institut de formation supé- rieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	----------------------------------	---	-------

est insérée la ligne

Enseignement De Promo- tion Sociale D'Enghien (Epse)	Rue du Village 50 7850 Marcq	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	---------------------------------	---	-------

31° après la ligne

Institut de formation supé- rieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Brevet d'enseignement supérieur de webdevelo- per	Néant
--	----------------------------------	---	-------

est insérée la ligne

Enseignement De Promo- tion Sociale D'Enghien (Epse)	Rue du Village 50 7850 Marcq	Brevet d'enseignement supérieur de webdevelo- per	Néant
--	---------------------------------	---	-------

32° après la ligne

Institut provincial de for- mation sociale	Rue Henri Blès 188-190 5000 Namur	Spécialisation d'interve- nant en thérapie familiale systémique	néant
---	--------------------------------------	---	-------

est insérée la ligne

Cours Pour Educateurs En Fonction	Rue des Fortifications 25 4030 Liège	Spécialisation d'interve- nant en thérapie familiale systémique	Néant
--------------------------------------	---	---	-------

33° après la ligne

Institut Roger Guilbert	Campus du CERIA-Avenue Emile Gryson 1 1070 Anderlecht	Conseiller en prévention	Néant
-------------------------	--	--------------------------	-------

est insérée la ligne

Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	Rue des Wallons 6 1348 Louvain-la-Neuve	Conseiller en prévention	Organise la section conseiller en prévention deuxième niveau
--	--	--------------------------	--

34° la ligne suivante est abrogée :

Ecole de commerce et d'informatique enseignement de promotion sociale	Rue Hazinelle 2 4000 Liège	Bachelier en assurances	Néant
---	-------------------------------	-------------------------	-------

35° la ligne suivante est abrogée :

Enseignement de Promotion sociale d'Enghien	Rue du village 50 7850 Marcq	Bachelier en comptabilité	Néant
---	---------------------------------	---------------------------	-------

36° la ligne suivante est abrogée :

Ecole Industrielle Et Commerciale De Saint Ghislain	Avenue de l'Enseignement 20 7330 Saint-Ghislain	Bachelier en comptabilité	Néant
---	--	---------------------------	-------

37° la ligne suivante est abrogée :

Ecole Industrielle Et Commerciale De La Ville D'Andenne	Rue Adeline Henin 1 5300 Andenne	Bachelier en comptabilité	Néant
---	-------------------------------------	---------------------------	-------

38° la ligne suivante est abrogée

Ecole Industrielle Commerciale Et De Sauvetage	Rue du Collège 27 5060 Tamines	Bachelier en comptabilité	Néant
--	-----------------------------------	---------------------------	-------

39° la ligne suivante est abrogée

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 5600 Philippeville	Bachelier en comptabilité	Néant
-----------------------------	--	---------------------------	-------

40° la ligne suivante est abrogée

Enseignement De Promotion Sociale D'Enghien	Rue du Village 50 7850 Marcq	Bachelier en droit	Néant
---	---------------------------------	--------------------	-------

41° la ligne suivante est abrogée :

Institut De Technologie Enseignement De Promotion Sociale.	Quai du Condroz 15 4020 Liège	Bachelier En Electronique Finalité : Electronique appliquée	Néant
--	----------------------------------	---	-------

42° la ligne suivante est abrogée :

CF Ath, Flobecq	Rue De Liessies 11 7800 Ath	Bachelier En Electronique Finalité : Electronique appliquée	Néant
-----------------	--------------------------------	---	-------

43° la ligne suivante est abrogée :

CF WAREMME	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremme	bachelier en Informatique de gestion	Néant
------------	--------------------------------------	--------------------------------------	-------

44° la ligne suivante est abrogée :

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier En Marketing	Néant
-------------	---	------------------------	-------

45° la ligne suivante est abrogée :

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier En Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
----------------------------	------------------------------	--	-------

46° la ligne suivante est abrogée :

Enseignement De Promotion Sociale D'Enghien	Rue du Village 50 7850 Marcq	Bachelier en Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---	---------------------------------	--	-------

47° la ligne suivante est abrogée :

Cours techniques, commerciaux et Professionnels Secondaires	Ancien Chemin d'Ollignies 2 7860 Lessines	Bachelier en Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---	--	--	-------

48° la ligne suivante est abrogée :

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier En Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---------	-------------------------------	--	-------

CHAPITRE XIII. — Modifications du décret du 11 avril 2014

adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études

Art. 68. A l'article 3 du décret du 11 avril 2014 adaptant le financement des établissements d'enseignement supérieur à la nouvelle organisation des études, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le paragraphe 1^{er}, 2°, est complété par les mots « , ou avoir introduit, sur la base de la même loi, une demande d'asile qui n'a pas encore fait l'objet d'une décision définitive ou un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé; »;
- b) le paragraphe 2 est complété par les mots « , à l'exception des étudiants admis en vertu d'une demande d'asile qui a été définitivement rejetée et dont le recours éventuel en cassation administrative a été rejeté. ».

Art. 69. Dans le même décret, il est inséré un article *9bis* rédigé comme suit :

« Lorsque l'étudiant se réoriente selon la procédure prévue à l'article 102, § 3, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, dans le calcul du financement, l'étudiant est pris en compte pour moitié au profit de l'établissement d'enseignement supérieur auprès duquel il était inscrit et pour moitié par l'établissement d'enseignement supérieur qui l'accueille. ».

Art. 70. Dans le même décret, est inséré un article *9ter* rédigé comme suit :

« Lorsque l'étudiant décide d'alléger son programme conformément aux articles 150 et 151 du décret du 7 novembre 2013 précité, pour le calcul du financement, l'étudiant est pris en compte à 100 % pour l'année académique considérée. ».

Art. 71. A l'article 11 du même décret, l'alinéa 2, la 2^{ème} phrase est abrogée.

CHAPITRE XIV. — Modifications du décret du 11 avril 2014

finalisant le transfert des études de traduction et interprétation à l'Université

Art. 72. A l'article 3 du décret du 11 avril 2014 finalisant le transfert des études de traduction et d'interprétation à l'Université, le § 1^{er} est complété par ce qui suit :

« les étudiants sont inscrits dans les universités dès la rentrée académique 2015-2016 ».

Art. 73. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1. dans le § 2, alinéa 1^{er}, les mots « 31 décembre 2014 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2015 »;
2. le § 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les besoins de l'application de l'alinéa 2, deux listes nominatives sont établies dans la convention conclue entre la Haute Ecole Léonard de Vinci et les universités habilitées correspondantes; l'une reprenant le personnel statutaire et contractuel transféré à l'UCL et l'autre reprenant le personnel statutaire et contractuel transféré à l'USL-B. Ces deux listes nominatives ne forment cependant qu'un seul cadre d'extinction. Dans les conventions conclues entre la Haute Ecole De Vinci et les Universités UCL et USLB, les membres des personnels qui figurent dans le cadre d'extinction bénéficient des possibilités d'évolution au sein de ces deux universités ».

Art. 74. L'article 6 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Lorsqu'un emploi qu'occupait un des membres du personnel du cadre d'extinction, tel que fixé conformément à l'article 4, § 2, est déclaré vacant et qu'il ne peut y être pourvu par extension de charge ou engagement complémentaire d'un autre membre du personnel de ce cadre d'extinction, il est, le cas échéant, pourvu par son remplacement conformément aux règles applicables au personnel des universités. ».

Art. 75. L'article 15 du même décret est complété comme suit :

« à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur au 14 septembre 2015. ».

CHAPITRE XV. — *Dispositions finales*

Art. 76. Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2015-2016, à l'exception des articles 30, 63, 70, 72 et 73 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2014-2015 et l'article 74 qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 juin 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance
Mme J. MILQUET

Le Vice-Président, Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

Le Ministre des Sports,
R. COLLIN

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes
et de l'Egalité des chances
Mme I. SIMONIS

—
Note

(1) Session 2014-2015

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 131-1. - Amendements de commission, n° 131-2 - Rapport, n°131-2
Rapport n° 131-3 - Amendements de séance, n° 131-4

Compte-rendu intégral. - Discussion et adoption. Séance du 24 juin 2015.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2015/29341]

25 JUNI 2015. — Decreet tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het hoger onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 11 september 1933
op de bescherming van de titels van hoger onderwijs*

Artikel 1. Artikel 1, I, a) van de wet van 11 september 1933 op de bescherming van de titels van hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 9 mei 2008 tot versterking van de coherentie van het hoger onderwijs en voor de administratieve vereenvoudiging in het universitair hoger onderwijs en het hoger onderwijs buiten de universiteit, wordt aangevuld met hetgeen volgt : « 7° het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijsland-schap en de academische organisatie van de studies ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 29 mei 1959
tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 2. In artikel 12, § 2, 21ste lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs, worden de woorden "2013-2014 en 2014-2015" vervangen door de woorden "2013-2104, 2014-2015 en 2015-2016".

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971
op de financiering en de controle van de universitaire instellingen*

Art. 3. In artikel 39, § 4bis, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2010 betreffende de kosteloosheid en de democratisering van het hoger onderwijs, worden de woorden "2013-2014 en 2014-2015" vervangen door de woorden "2013-2104, 2014-2015 en 2015-2016".

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977*

Art. 4. Artikel 76 van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977 wordt met de volgende leden aangevuld :

"In afwijking van het punt 3° van het eerste lid van dit artikel, wat betreft de hogere kunstscholen, kan elke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, om met redenen omklede pedagogische doelstellingen, een mandaat van lector toevertrouwd worden in de zin van de artikelen 69 en 75 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), met een maximale opdracht van 120/600ste. Deze tijdelijke aanwijzing kan niet meer plaatsvinden na het einde van het academiejaar gedurende hetwelk ze de grensleeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

In afwijking van het punt 3° van het eerste lid van dit artikel, wat betreft de hogescholen, kan elke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt, om met redenen omklede pedagogische doelstellingen, een mandaat van gasthoogleraar toevertrouwd worden in de zin van de artikelen 30 en 31 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen. Deze tijdelijke aanwijzing kan niet meer plaatsvinden na het einde van het academiejaar gedurende hetwelk ze de grensleeftijd van 70 jaar heeft bereikt.”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1977 waarbij het voordeel van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen wordt uitgebreid tot sommige categorieën van buitenlandse leerlingen en studenten die in België verblijven en er onderwijs volgen*

Art. 5. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 mei 1977 waarbij het voordeel van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen wordt uitgebreid tot sommige categorieën van buitenlandse leerlingen en studenten die in België verblijven en er onderwijs volgen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden “van een lidstaat van de Europese economische gemeenschap” worden vervangen door de woorden “van een lidstaat van de Europese Unie, van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, van de Zwitserse Confederatie”;
- 2° de woorden “artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap” worden vervangen door de woorden “van de artikelen 7, § 2, en 10 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en van de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie”.

Art. 6. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt het punt 1°) opgeheven.

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “de Dienst voor Studietoelagen bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur” vervangen door de woorden “de Directie Studietoelagen en -leningen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 17 mei 1977 waarbij het voordeel van de wet van 19 juli 1971, betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen, wordt uitgebreid tot de leerlingen en studenten die in het buitenland onderwijs volgen*

Art. 8. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 17 mei 1977 waarbij het voordeel van de wet van 19 juli 1971, betreffende de toekenning van studietoelagen en -leningen, wordt uitgebreid tot de leerlingen en studenten die in het buitenland onderwijs volgen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° bij a) worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - 1) de woorden “een lidstaat van de Europese economische gemeenschap” worden vervangen door de woorden “van een lidstaat van de Europese Unie, van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, van de Zwitserse Confederatie”;
 - 2) de woorden “artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap” vervangen door de woorden “van de artikelen 7, § 2, en 10 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en van de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie.”;
- 2° bij b) worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - 1) de woorden “een lidstaat van de Europese economische gemeenschap” worden vervangen door de woorden “van een lidstaat van de Europese Unie, van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte, van de Zwitserse Confederatie”;
 - 2) de woorden “artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van de Raad van 15 oktober 1968, betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap” vervangen door de woorden “van de artikelen 7, § 2, en 10 van de verordening (EU) nr. 492/2011 van het Europees Parlement en van de Raad van 5 april 2011 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Unie.”;
- 3° c) wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 2 van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden “de Dienst voor Studietoelagen bij het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur” vervangen door de woorden “de Directie Studietoelagen en -leningen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983*

Art. 10. In artikel 6, § 3, van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studieleningen, gecoördineerd op 7 november 1983, worden de woorden “worden vóór 1 januari van het schooljaar of het academiejaar, uitbetaald aan de studenten wanneer de aanvraag vóór 1 augustus werd ingediend, en vóór 1 april van het schooljaar of academiejaar wanneer de aanvraag tussen 1 augustus en 31 oktober werd ingediend.” vervangen door de woorden “worden vóór 1 januari van het schooljaar of het academiejaar uitbetaald aan de studenten wanneer de aanvraag vóór 1 augustus werd ingediend, vóór 1 april van het schooljaar of academiejaar wanneer de aanvraag tussen 1 augustus en 31 oktober werd ingediend en in de loop van het schooljaar of academiejaar wanneer de aanvraag vanaf 1 november werd ingediend.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen*

Art. 11. In het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, worden de artikelen 80 tot 81bis opgeheven.

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van het decreet van 16 juni 2006**tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

Art. 12. In artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, laatst gewijzigd bij het decreet van 25 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) punt 6° wordt vervangen door de woorden “6° als vader, moeder, wettelijke voogd, wettelijke samenwoner in de zin van artikel 1475 van het Burgerlijk Wetboek of echtgenoot(-ote) een persoon hebben die aan een van deze voorwaarden voldoet;”
- b) er wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :
 “Onder “werkdag”, in de zin van dit decreet, dient verstaan te worden elke dag van de week uitgezonderd op zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen.”.

Art. 13. In artikel 5 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “In afwijking van artikel 47, § 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten” worden vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;
 - b) de woorden “ten vroegste de derde werkdag voor de 2 september voorafgaand aan het betrokken academiejaar” worden vervangen door de woorden “ten vroegste de vierde werkdag vóór de 25 augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en ten laatste de voorlaatste werkdag vóór 25 augustus”;
- 2° in het tweede lid worden de woorden “vóór 15 juli” vervangen door de woorden “ten laatste op 15 juli”;
- 3° in het derde lid worden de woorden “2 september” vervangen door de woorden “de laatste werkdag vóór 25 augustus”;
- 4° in het vierde lid worden de woorden “de laatste werkdag voorafgaand aan 2 september” vervangen door de woorden “de voorlaatste werkdag voorafgaand aan 25 augustus”;
- 5° in het vijfde lid worden de woorden “2 september” vervangen door de woorden “de laatste werkdag vóór 25 augustus”;
- 6° in het zesde lid worden de woorden “wordt artikel 47, § 2, tweede lid en derde lid, van toepassing” vervangen door de woorden “worden de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies van toepassing”.

Art. 14. In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “In afwijking van artikel 26, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen” worden vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 95, § 1, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;
 - b) de woorden “ten vroegste de derde werkdag voor de 2 september voorafgaand aan het betrokken academiejaar” worden vervangen door de woorden “ten vroegste de vierde werkdag vóór de 25 augustus voorafgaand aan het betrokken academiejaar en ten laatste de voorlaatste werkdag op 25 augustus”;
- 2° in het tweede lid worden de woorden “vóór 15 juli” vervangen door de woorden “ten laatste op 15 juli”;
- 3° in het derde lid worden de woorden “2 september” vervangen door de woorden “de laatste werkdag vóór 25 augustus”;
- 4° in het vierde lid worden de woorden “de laatste werkdag voorafgaand aan 2 september” vervangen door de woorden “de voorlaatste werkdag voorafgaand aan 25 augustus”;
- 5° in het vijfde lid worden de woorden “2 september” vervangen door de woorden “de laatste werkdag vóór 25 augustus”;
- 6° in het zesde lid worden de woorden “wordt artikel 26, §§ 3 en 4, van hetzelfde decreet van toepassing” vervangen door de woorden “worden de artikelen 96 en 97 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies van toepassing”.

Art. 15. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden “naargelang het geval, artikel 47, § 2, van het bovenvermelde decreet van 31 maart 2004, of artikel 26, § 4, van het bovenvermelde decreet van 5 augustus 1995” vervangen door de woorden “de artikelen 96 en 97 van het voornoemde decreet van 7 november 2013,”.

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs*

Art. 16. In artikel 1 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) punt 1° wordt vervangen door hetgeen volgt : “1° Hoger Onderwijs : het onderwijs bedoeld bij artikel 1 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;
- b) bij punt 2° worden de woorden “de artikelen 10, 11, 12, 13 en 178” vervangen door de woorden “de artikelen 10, 11, 12 en 13”;
- c) bij punt 3° worden de woorden “artikel 6” vervangen door de woorden “de artikelen 15, § 1, 9°”;
- d) punt 5° wordt vervangen door hetgeen volgt : “ARES : Académie de Recherche et d’Enseignement supérieur, zoals bepaald bij de artikelen 20 en volgende van hetzelfde decreet”.

Art. 17. Artikel 3, 3°, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een zin, luidend als volgt : “Voor het Onderwijs voor sociale promotie, geschiedt deze samenwerking ook met de betrokken inspectiedienst”.

Art. 18. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid worden de woorden “25 leden” vervangen door de woorden “24 leden”;
- b) in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - 1) punt 1° wordt aangevuld met de woorden “en van wetenschappelijk onderzoek”;
 - 2) punt 3° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Vier vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogescholen op de voordracht van de voorzittende directeurs.”;
 - 3) punt 4° wordt vervangen door hetgeen volgt :

“Twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogere kunstschole n op de voordracht van de directeurs van de hogere kunstschole n.”.

Art. 19. In artikel 6 van hetzelfde decreet, worden de woorden “De directeur-generaal van het bestuur niet-verplicht onderwijs heeft er met adviserende stem zitting” vervangen door de woorden “De directeur-generaal van het bestuur niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek heeft er met adviserende stem zitting”.

Art. 20. In artikel 7, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen door hetgeen volgt : “De uitvoerende cel heeft als hoofdpdracht te zorgen voor de goede organisatie en de uitvoering van de evaluatieopdrachten die door het Agentschap worden geprogrammeerd. Te dien einde staat ze de ARES bij.”.

Art. 21. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) het tweede lid wordt vervangen door een lid, luidend als volgt :

“Die cursussen stemmen overeen met :

 - 1° de opschriften van de academische graden van bachelor en master vermeld in de bijlagen 2 en 3 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;
 - 2° de opschriften van de academische graden van bachelor en master en van de brevetten voor hoger onderwijs opgenomen in bijlage 6 bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies”;
- b) in het derde lid worden de woorden “29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004” vervangen door de woorden “82 van het decreet van 7 november 2013”.

Art. 22. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid en het derde lid worden de woorden “elke Raad” telkens vervangen door de woorden “de ARES”;
- 2° in het zesde lid worden de woorden “Met uitzondering van de programmering van de academiejaren 2008-2009 en 2009-2010,” opgeheven.

Art. 23. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt : “De evaluatie berust op een referentiesysteem dat het geheel van in aanmerking te nemen acties inzake opleiding en organisatie behelst. Dit referentiesysteem, opgemaakt door het beheerscomité in overleg met de ARES, wordt door de Regering goedgekeurd. Het bestaat uit criteria en dimensies die het geheel van voor evaluatie vatbare gebieden behelst.”.

Art. 24. In artikel 12 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden “de Raden” vervangen door de woorden “de ARES”;
- 2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “elke Raad” worden vervangen door de woorden “de ARES”;
 - b) het punt 2° wordt opgeheven.

Art. 25. In artikel 15, vijfde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “Het somt de indicatoren bedoeld in artikel 11 op en geeft alle inlichtingen die nuttig zijn voor de externe evaluatie.” opgeheven.

Art. 26. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden “van de betrokken Raad (Raden)” vervangen door de woorden “van de ARES”;
- 2° in het derde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “zendt(-en) de betrokken Raad (Raden)” worden vervangen door de woorden “zendt de ARES”;
 - b) de woorden “van de betrokken Raad (Raden)” worden vervangen door de woorden “van de ARES”;
- 3° in het vijfde lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :
 - a) de woorden “de raad” worden vervangen door de woorden “de ARES”;
 - b) de woorden “zendt(-en) de betrokken Raad (Raden)” worden vervangen door de woorden “zendt de ARES”.

Art. 27. In artikel 18, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden “van de Raden” vervangen door de woorden “van de ARES”.

Art. 28. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de woorden “van sommige indicatoren” opgeheven.

Art. 29. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de woorden “wordt verwezen naar de referentielijst van indicatoren bedoeld in artikel 11.” vervangen door de woorden “wordt verwezen naar het referentiesysteem bedoeld in artikel 11”.

HOOFDSTUK XI. — *Wijziging van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs*

Art. 30. Artikel 1 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, opgeheven bij het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt hersteld als volgt :

« Artikel 1. De hogescholen bestemmen voor de bevordering van de slaagkansen van de studenten, bij voorrang voor de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus die ze ontvangen, binnen hun instelling, een bedrag dat overeenstemt met één tot drie procent van de globale jaartoelage die ze genieten. Dat percentage wordt door de Regering binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten vastgelegd. Zo niet, dan bedraagt het één procent.

Zonder dat de lijst exhaustief is, bestaan de maatregelen ter bevordering van de slaagkansen uit :

- 1° de verplichte aanwijzing binnen de hogeschool van personeel dat specifiek bestemd is voor de bevordering van de slaagkansen. Dat personeel heeft als opdracht de studenten te informeren, te oriënteren en, in het algemeen, te begeleiden, om hun de mogelijkheid te bieden om hun studieproject tot een goed einde te brengen. Dat personeel wordt samengebracht binnen een duidelijk geïdentificeerde dienst voor de bevordering van de slaagkansen, opgericht binnen de hogeschool of verschillende hogescholen en/of in medewerking met een dienst van een universitaire instelling die dezelfde doelstellingen heeft;
- 2° het verplichte aanbod van specifieke activiteiten voor de studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus, om hun de mogelijkheid te bieden om de methoden en technieken te verwerven die hun slaagkansen kunnen verhogen;
- 3° de terbeschikkingstelling van zelfevaluatie-instrumenten en van raadgevingsdiensten voor het opsporen van de vaardigheden van de studenten of van hun eventuele leemten;
- 4° de verplichte organisatie, vóór 1 december van elk academiejaar, van een onderwijs binnen kleine groepen, besteed aan praktische oefeningen in ten minste één vak dat voor de gekozen studiecategorie specifiek is, om zich van de goede oriëntatie van de student te vergewissen;
- 5° de ontwikkeling van vernieuwende didactische methoden, gericht op het profiel van studenten van het eerste jaar van de eerste cyclus in een bijzondere studiecategorie;
- 6° het verplichte voeren van een beleid, gericht op de sociaal-economisch kansarme bevolkingsgroepen die in het hoger onderwijs komen, om aan hun specifieke behoeften en vragen te beantwoorden;
- 7° het organiseren van een opleiding bestemd voor de verbetering van de taalvaardigheden;
- 8° de ondertekening, met het Centrum voor Hogere Didactiek van het hoger onderwijs van het academische pool, van een samenwerkingsovereenkomst voor de begeleiding van de leerkrachten die zich met de betrokken leerlingen bezighouden. Het centrum voor hogere didactiek van het hoger onderwijs van het academische pool waarmee de hogeschool een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten, is ter beschikking van de leerkrachten en de directies die het willen raadplegen om ze, in voorkomend geval, raadgevingen te verstrekken, en samen oplossingen te vinden voor de verbetering van het verstrekte onderwijs.

De Regering kan daartoe bijkomende middelen aan de hogescholen toekennen en bepaalt de wijze waarop kan worden bewezen dat die middelen uitsluitend voor zulke activiteiten worden aangewend.”.

Art. 31. In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « De student van de eerste generatie » vervangen door de woorden « De student van het eerste jaar van de eerste cyclus ».

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.*

Art. 32. In artikel 13 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) 42° wordt vervangen als volgt :
« 42° PROM SOC Supérieur Mons Borinage, te 7000 Bergen; »;
- b) 49° wordt vervangen als volgt :
« 49° Institut d’enseignement de promotion sociale de la Communauté française (IEPSCF) de Fléron-Chênée 4623 Fléron; »;
- c) de nummers 53° en 71° worden opgeheven;
- d) in 59° worden de woorden « Institut provincial d’enseignement de promotion sociale du Hainaut occidental » vervangen door de woorden « Institut Provincial d’Enseignement de Promotion Sociale de Wallonie Picarde ».

Art. 33. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt 6° aangevuld als volgt :

« Nochtans, voor de wetgevingen betreffende het statuut van het personeel, loopt het academiejaar ten einde op 30 september; ».

Art. 34. In artikel 66, § 2, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden « van diploma’s, » worden opgeheven;
- 2° de zin « Het gaat om studies van de eerste of tweede cyclus naargelang van het niveau van de leeractiviteiten die ze bevatten » wordt opgeheven.

Art. 35. Artikel 67 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Onder de voorwaarden bepaald door de academische overheden kunnen de examencommissies, om gemotiveerde redenen, de kennis en competenties laten gelden die werden verworven met een beroeps- of persoonlijke ervaring. Dit gebeurt bij de bekrachtiging van het jaarlijks programma van de student en geen enkele toelating kan op basis van deze bepaling gebeuren. ».

Art. 36. In artikel 76 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt : « Al deze activiteiten kunnen geëvalueerd worden en uitgedrukt worden in studiepunten. ».

Art. 37. In artikel 77, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « bedoeld bij artikel 139 en artikel 140 » opgeheven.

Art. 38. In artikel 79, § 1, van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het geheel van de leeractiviteiten van elke onderwijsseenheid van de cursussen die leiden tot een academische graad van de eerste of tweede cyclus wordt verdeeld over één van de eerste twee kwadrimesters van het academiejaar, met uitzondering van de activiteiten verricht in het kader van het alternerend onderwijs, sommige evaluaties, stages, projecten of activiteiten in het arbeidsproces.

In afwijking van het eerste lid en om pedagogische gemotiveerde redenen, kunnen sommige onderwijsseenheden van de eerste cyclus verdeeld worden over de eerste twee kwadrimesters van het academiejaar; in dat geval, wordt een gedeeltelijke proef ingericht op het einde van het eerste kwadrimester, overeenkomstig de bepalingen van artikel 150, § 1. ».

Art. 39. In artikel 89 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De lijst van de academische graden die de studies bedoeld in artikel 73, tweede lid, 3°, bekrachtigen, wordt als bijlage V bij dit decreet opgenomen; de Regering bepaalt de lijst van deze die bedoeld worden in de categorieën vastgesteld in artikel 73, tweede lid, 1° en 2° in coherentie met de andere wetgevingen en reglementeringen die ermee verband houden. »

Art. 40. In artikel 92 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « , bij wijze van algemene of individuele maatregelen, » ingevoegd na de woorden « De Regering kan ».

2° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden « buiten de Franse Gemeenschap, en die niet vallen onder de maatregel die wordt besproken in het voorgaande lid, » worden vervangen door de woorden « buiten België »;
- b) de woorden « brevet voor hoger onderwijs, van » worden ingevoegd tussen de woorden « academische graden van » en de woorden « bachelor voor ».

Art. 41. In artikel 93 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Via individuele maatregelen, » worden vervangen door de woorden « Via individuele of algemene maatregelen »;

2° de woorden « brevet voor hoger onderwijs, » worden ingevoegd tussen de woorden « generieke academische graad van » en de woorden « bachelor of master ».

Art. 42. Artikel 95, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, wordt aangevuld als volgt : « De Regering bepaalt de termijnen en de procedure betreffende deze beroepen. ».

Art. 43. In artikel 96, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Bij met redenen omklede beslissing en volgens een procedure bedoeld in het studiereglement kunnen de autoriteiten van de instelling voor hoger onderwijs :

- 1° de inschrijving van een student weigeren wanneer tegen deze student in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude bij de inschrijving of fraude bij de evaluaties;
- 2° de inschrijving van een student weigeren wanneer de inschrijvingsaanvraag betrekking heeft op studies die geen aanleiding geven tot een financiering;
- 3° de inschrijving van een student weigeren wanneer deze student niet gefinancierd kan worden;
- 4° de inschrijving van een student weigeren wanneer tegen deze student in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting van een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude. »

b) er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en derde lid, luidend als volgt :

« de instellingen voor hoger onderwijs bezorgen de commissaris of de afgevaardigde van de Regering bij de instelling, de namen van de studenten tegen wie die in de voorbije vijf academiejaren een maatregel tot uitsluiting uit een instelling voor hoger onderwijs werd genomen wegens fraude bij de inschrijving of fraude bij de evaluaties. De commissaris of de afgevaardigde bezorgen deze namen aan « ARES » die belast is met de ontwikkeling van een databank beheerd met inachtneming van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levensfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens »;

2° § 2 wordt aangevuld als volgt :

« De bekendmaking van de beslissing tot intern beroep wordt via aangetekende brief aan de student gericht. ».

Art. 44. In artikel 97 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« De klachten ingediend tegen een beslissing tot weigering van inschrijving gebaseerd op artikel 96, 3°, worden vooraf door de Commissaris of Afgevaardigde bij de instelling onderzocht. Deze brengt een advies uit aan de Commissie wat betreft de financiering van de student. De Regering bepaalt de termijnen en procedure betreffende dit advies. »;

2° in § 3 wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Na de kennisgeving van de verwerping van het interne beroep bedoeld in artikel 96, § 2, beschikt de student over vijftien werkdagen om de beslissing te betwisten die genomen werd op het einde van deze procedure vóór genoemde commissie. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het verzoek via aangetekende brief ingediend, en vermeldt duidelijk de identiteit van de student en het precieze voorwerp van het beroep. Het bevat alle elementen en alle documenten die de student nodig acht om zijn beroep te motiveren. »;

3° in § 3, vierde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) de woorden « kan de weigering om inschrijving binnen de veertien dagen invalideren » worden vervangen door de woorden « ze invalideert de weigering tot inschrijving binnen de vijftien werkdagen »;
- b) de zin « Indien, na het verstrijken van deze termijn, de commissie deze weigering niet heeft geïnvaleerd, wordt de beslissing van de academische autoriteiten van de instelling definitief. » wordt opgeheven;
- c) er wordt een vijfde lid ingevoegd, luidend als volgt :
« De termijnen van 15 werkdagen bedoeld in het tweede en vierde lid worden geschorst tussen 24 december en 1 januari, alsook tussen 15 juli en 15 augustus. ».

Art. 45. In artikel 100, § 1, van hetzelfde decreet wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De student die al minstens 30 studiepunten verworven heeft of voor wie ze in aanmerking worden genomen onder de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma, kan kiezen om zijn jaarlijks programma aan te vullen mits de toestemming van de examencommissie met onderwijsenheden uit het verdere verloop van het cyclusprogramma, zonder dat de jaarlijkse opdracht van zijn programma 60 studiepunten van het cyclusprogramma overschrijdt, overeenkomstig de algemene bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel.

De student die als minstens 45 studiepunten verworven heeft of voor wie ze in aanmerking worden genomen onder de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma, kan kiezen om zijn jaarlijks programma aan te vullen met onderwijsenheden uit het verdere verloop van het cyclusprogramma overeenkomstig de algemene bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel. ».

Art. 46. In artikel 102 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Behoudens overmacht, bij gebrek aan het betalen van het saldo van het bedrag van zijn inschrijving ten laatste op 4 januari of zodra hij ingeschreven is indien deze inschrijving later geschiedt, deelt de instelling aan de student de beslissing mee volgens dewelke hij geen toegang tot de leeractiviteiten meer heeft vanaf deze datum, dat het over zijn geval niet meer beraadslaagd kan worden en hij geen overdracht of inaanmerkingneming van studiepunten kan genieten, maar dat hij blijft beschouwd als ingeschreven geweest zijnde voor het academiejaar »;

2° in § 1 wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en derde lid, luidend als volgt : « Nochtans, in afwijking van het tweede lid, beschikt de student die een toelage aangevraagd heeft, zoals bedoeld in artikel 105, § 2, en die, op 4 januari, nog geen toelage ontvangen heeft, over tien werkdagen na de ontvangst ervan om het saldo van zijn inschrijvingsgeld te betalen. Indien de toelage hem geweigerd wordt, beschikt de student over een termijn van 30 dagen vanaf de datum van de beslissing bedoeld in het tweede lid om het saldo van het bedrag van zijn inschrijving te betalen. Bij gebrek hieraan heeft de student geen toegang meer tot de leeractiviteiten en kan over zijn geval niet meer beraadslaagd worden en kan geen overdracht of inaanmerkingneming van studiepunten genieten, maar hij blijft beschouwd als ingeschreven geweest zijnde voor het academiejaar. »;

3° in 1 wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« Bij de Commissarissen of Afgevaardigden van de Regering die bij de instellingen aangewezen worden, kan beroep ingesteld worden tegen de beslissing bedoeld in het tweede lid. De Commissarissen of Afgevaardigden van de Regering worden ertoe gemachtigd, om met redenen omklede motieven, deze beslissing te invalideren en de inschrijving van de student te bevestigen. De Regering bepaalt de termijnen en de procedure betreffende deze beroepen. »;

4° artikel 102 wordt aangevuld met een § 3, luidend als volgt :

« § 3. De student van het eerste jaar van de eerste cyclus kan zijn inschrijving tot 15 februari wijzigen, zonder aanvullend inschrijvingsgeld om zijn academiejaar binnen eenzelfde cursus voort te zetten. Deze nieuwe oriëntatie moet gemotiveerd worden door de student en goedgekeurd worden door de examencommissie van de studiecycclus waar hij naartoe wenst te gaan. Bij weigering kan de student een beroep indienen overeenkomstig artikel 96. ».

Art. 47. In artikel 106, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt : «

Tegen vijftien juni van het academiejaar ten laatste, valideren en zenden de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering aan ARES de lijst van de aanvragen om inschrijving over die geweigerd werden in de zin van artikel 96, met vermelding van de reden van de weigering, de fraudes bij de inschrijving, de uitsluitingen voor fraude bij de evaluaties, de inschrijvingen en

aanvragen om toelating die in aanmerking werden genomen en de regelmatige inschrijvingen, de nieuwe oriëntatie en verminderingen van het programma voor het lopende academiejaar, alsook de aanpassingen die moeten worden gedaan aan de lijst van het vorig academiejaar en de studiepunten verworven door de regelmatig ingeschreven studenten gedurende dit academiejaar en de academische graden die hen eventueel uitgereikt werden. ».

Art. 48. In artikel 108, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « Met uitzondering van de studenten die een cursus volgen in een Hogere Kunstschool » vervangen door de woorden « Met uitzondering van de studenten die een andere cursus volgen in een Hogere Kunstschool dan deze die leiden tot de graad van bachelor-geaggreerde van het lager secundair onderwijs in muziek en van bachelor in muzikale opleiding »;

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in het eerste lid, 2°, worden de woorden « ten minste twee keer per academiejaar » ingevoegd tussen de woorden « door de ARES, » en de woorden « volgens de bepalingen »;
- b) in het eerste lid wordt een 4° ingevoegd, luidend als volgt :
« 4° ofwel door een slaagattest voor andere proeven voor het beheersen van de Franse taal waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld »;
- c) het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 49. Artikel 110 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Het studiereglement bepaalt de organisatie van deze toelatingsproef ».

Art. 50. In artikel 111, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « meer dan 15 bijkomende studiepunten » vervangen door de woorden « meer dan 60 bijkomende studiepunten ».

Art. 51. In artikel 113 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in § 1, eerste lid, wordt het woord « voldoende » vervangen door het woord « grondig »;
- b) § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt : « Dit bewijs wordt geleverd :
 - 1° ofwel door het bezit van een diploma of getuigschrift bedoeld in artikel 107, eerste lid, 1°, 2°, 4° en 8°;
 - 2° ofwel door het slagen voor een specifiek examen dat daartoe georganiseerd wordt door de academische overheden volgens de bepalingen vastgesteld door de Regering;
 - 3° ofwel door het bezit van het attest bedoeld in artikel 107, eerste lid, 5°, wanneer het attest uitgereikt wordt door een examencommissie van de Franse Gemeenschap;
 - 4° ofwel door het slaagattest van andere proeven voor het beheersen van de Franse taal waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld;
 - 5° ofwel door het bezit van een buitenlands diploma, bekwaamheidsbewijs of getuigschrift dat de studies bekrachtigt met een voldoende kennis van de Franse taal ; de Regering bepaalt de minimale voorwaarden waaraan deze studies moeten beantwoorden. »;
- c) in § 2, eerste lid, worden de woorden « , van een academische graad van de tweede cyclus uitgereikt in de Duitstalige Gemeenschap, in de Vlaamse Gemeenschap, of door de Koninklijke militaire school en erkend als gelijkaardig door de academische overheden, » ingevoegd na de woorden « in de Franse Gemeenschap ».

Art. 52. In artikel 121, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zin « Overeenkomstig het model bepaald door de Regering en volgens de procedure bepaald door de Regering stelt de ARES voor elke wijziging of ontwikkeling van een cursus van het korte type, een minimaal studieprogramma op dat ze aan de Regering bezorgt vóór 1 maart voor het volgende academiejaar. » opgeheven.

Art. 53. In artikel 124 van hetzelfde decreet wordt een lid tussen het derde en vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Met uitzondering van het vorige lid, in de studies van de tweede cyclus van de kunstsector, wanneer een onderwijseenheid tot meer dan 30 studiepunten leidt overeenkomstig artikel 67, derde lid, kan ze beschouwd worden als een voorvereiste met meer dan 30 studiepunten van het volgende studiejaar. ».

Art. 54. In artikel 125, § 2, van hetzelfde decreet, wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« In afwijking van het vorige lid, in de studies van de kunstsector, moeten de studieprogramma's voor bachelor, voor elke cursus van het korte type minstens 60 % van gemeenschappelijke cursussen omvatten – wat overeenstemt met 108 studiepunten.

De ARES garandeert de naleving van de bepalingen bedoeld in de vorige leden : ze stelt de minimale gemeenschappelijke inhoud van deze cursussen op. ».

Art. 55. In artikel 139 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « ongeacht het behaalde globale gemiddelde » opgeheven;
- 2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 140, derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « het gemiddelde of » opgeheven.

Art. 57. In hetzelfde decreet wordt een artikel 147bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 147bis. De kosten die de uitreiking door de Diensten van de Regering van het duplicaat van diploma's, getuigschriften dekken, die uitgereikt worden door een instelling voor hoger onderwijs, wordt op 50 euro vastgesteld. ».

Art. 58. In artikel 150, § 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid, luidend als volgt :

« In geval van afwezigheid bij het einde van het eerste quadrimester beoordelen de academische overheden, met inachtneming van het studiereglement, het al dan niet legitieme karakter van het voorgestelde excuus. Indien het excuus verworpen wordt, delen deze de beslissing van de niet-toelating tot de andere proeven mee. De student beschikt over een intern beroep tegen deze beslissing bij de academische overheden »;
- 2° in het tweede lid, dat het derde lid is geworden, worden de woorden in de Franse tekst « Pour ces étudiants ayant participé à l'épreuve » vervangen door de woorden « Pour les étudiants ayant participé aux épreuves »;
- 3° er wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het eerste lid, het tweede lid en het derde lid van dit artikel zijn niet van toepassing op de onderwijseenheden bedoeld in artikel 100, § 1, derde en vierde lid ».

Art. 59. In artikel 151 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid wordt het woord « academische; » ingevoegd tussen het woord « professionele; » en de woorden « sociale of »;
- 2° in het derde lid worden de woorden « bedoeld in artikel 107, derde lid, deze » ingevoegd tussen het woord « studenten » en de woorden « waarvoor de deelname aan de leeractiviteiten moeilijk is geworden »;
- 3° artikel 151 wordt aangevuld als volgt :

« De student die voor deze afwijkingen in aanmerking komt, betaalt het inschrijvingsgeld en de kosten bedoeld in artikel 105. Voor de inschrijving naar aanleiding van het verminderd programma, betaalt de student de administratieve kosten vastgesteld overeenkomstig artikel 105, § 1, derde lid.

Art. 60. In artikel 163 van hetzelfde decreet worden de woorden « en toelatingen » ingevoegd tussen de woorden « De machtigingen « om studies » en de woorden de woorden « en te openen » toegevoegd na de woorden « te organiseren ».

Art. 61. In artikel 171, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « tweede lid » vervangen door de woorden « derde lid ».

Art. 62. In artikel 172, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zin « De studies van de eerste cyclus worden georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen, geleidelijk tijdens de drie academiejaren vanaf het academiejaar 2014-2015. » vervangen als volgt : « Het eerste jaar van de eerste cyclus wordt georganiseerd volgens de nieuwe bepalingen vanaf het academiejaar 2014-2015. Het verder verloop van het studieprogramma wordt georganiseerd vanaf het academiejaar 2015-2016 en ten laatste voor het academiejaar 2016-2017. ».

Art. 63. In hetzelfde decreet wordt een artikel 175 ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor het academiejaar 2014-2015, kan de student die geen 45 studiepunten heeft verworven of voor wie ze niet in aanmerking worden genomen onder de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus, kiezen, mits toestemming van de examencommissie, om zijn jaarlijks programma van afzonderlijke cursussen die in aanmerking worden genomen in het verder verloop van zijn cursus aan te vullen met een jaarlijks programma van hoogstens 60 studiepunten. ».

Art. 64. In bijlage 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de meldingen betreffende de « Liste des grades académiques de bachelier professionnalisant, de spécialisation, de bachelier de transition et de master en 120 crédits au moins » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) na de regel :

6	U			M	Sciences de la population et du développement	
---	---	--	--	---	---	--

wordt de volgende regel ingevoegd :

6	HE+U			M	Stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative	
---	------	--	--	---	---	--

b) na de regel :

6	HE			M	Ingénierie et action sociales	
---	----	--	--	---	-------------------------------	--

wordt de volgende regel ingevoegd :

6	HE				Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits	
---	----	--	--	--	---	--

c) na de regel :

10	U			M	Sciences de la famille et de la sexualité	
----	---	--	--	---	---	--

wordt de volgende regel ingevoegd :

10	HE	S			Gérontologie psycho-éducative	
----	----	---	--	--	-------------------------------	--

d) na de regel :

18	HE	S			Gestion de la qualité dans les entreprises agricoles, horticoles et agro-alimentaires	
----	----	---	--	--	---	--

wordt de volgende regel ingevoegd :

18	HE	S			Agriculture biologique	
----	----	---	--	--	------------------------	--

e) de regel :

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie et gestion du territoire
				M		Agro-industries
		M				Horticulture

wordt vervangen door de volgende regels :

18	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel en agronomie	Agronomie
				M		Bio-industries
		B				Environnement
18	HE	S			Agriculture biologique	

f) na de regel :

19	HE			M	Sciences de l'ingénieur industriel	Aérotechnique
				M		Automatisation
				M		Biochimie
				M		Chimie
				M		Construction
				M		Electricité
				M		Electromécanique
				M		Electronique
				M		Génies physique et nucléaire
				M		Génie énergétique durable
				M		Géomètre
				M		Industrie
				M		Informatique
				M		Mécanique

wordt de volgende regel ingevoerd :

19	HE			M	Gestion de la maintenance électromécanique (*)	
----	----	--	--	---	--	--

g) na de regel :

22	ESA		B	M	Communication visuelle et graphique	
----	-----	--	---	---	-------------------------------------	--

wordt de volgende regel ingevoerd :

22	ESA		B	M	Communication visuelle	
----	-----	--	---	---	------------------------	--

2° In de meldingen betreffende de « Habilitations des Universités », wordt na de regels

17	Sciences géologiques	1	62	25	21		92	
		2	62	25	21			

de volgende regel ingevoerd :

17	Sciences géographiques, or. générale	1	62	25	21		92	
----	--------------------------------------	---	----	----	----	--	----	--

3° In de meldingen betreffende de « Habilitations des Hautes Écoles »

a) in de tabel « Haute Ecole de la Province de Namur (HEPN), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) de volgende regel wordt opgeheven :

Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Santé communautaire »	92
-------	----	--------------	--	----

2) na de regel :

Court	15	Paramédicale	Spécialisation « Pédiatrie »	92
-------	----	--------------	------------------------------	----

wordt de volgende regel ingevoerd :

Court	15	Paramédicale	Santé mentale et Psychiatrie	92
-------	----	--------------	------------------------------	----

3) na de regel :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » - Finalité « Techniques et gestion agricoles »	91
-------	----	-------------	--	----

wordt de volgende regel ingevoegd :

Court	18	Agronomique	Spécialisation « Agriculture biologique »	91
-------	----	-------------	---	----

b) in de tabel « Haute Ecole de la Province de Liège (HEPL) » : na de regel :

Court	6	Sociale	Section « Assistant social »	62
-------	---	---------	------------------------------	----

wordt de volgende regel ingevoegd :

Long	6	Sociale	Section « Ingénierie de la prévention et de la gestion des conflits » en co-organisation avec l'Université de Liège	62
------	---	---------	---	----

na de regel :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » Finalité « Techniques et gestion agricoles »	63
-------	----	-------------	--	----

wordt de volgende regel ingevoegd :

Court	18	Agronomique	Section « Agronomie » Finalité « Technologie animalier »	62
-------	----	-------------	--	----

c) in de tabel "Haute Ecole Charlemagne", worden de regels :

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agro-industries »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Horticulture »	92

vervangen door de volgende regels :

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Bio-industries »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie »	61
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Environnement »	92

d) in de tabel « Haute École Condorcet », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) na de regel :

Long	16	Paramédicale	Section « Kinésithérapie » 2e cycle	5257
------	----	--------------	-------------------------------------	------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Court	16	Paramédicale	Section « Podologie Podothérapie » en coorganisation avec l'Umons	52
-------	----	--------------	---	----

2) de regels :

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agro-industries »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie et gestion du territoire »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Horticulture »	51

worden vervangen door de volgende regels :

Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Bio-industries »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Agronomie »	51
Long	18	Agronomique	Section « Sciences agronomiques » Finalité « Environnement »	51

3) de regels :

Cour	19	Technique	Section « Biotechnique » Finalité « Biomécanique et biomatériaux »	51
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Biochimie »	52

worden vervangen door de volgende regels :

Court	19	Technique	Section « Biotechnique » Finalité « Biomécanique et biomatériaux »	52
Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Biochimie »	51

4) Na de regel :

Long	19	Technique	Section « Sciences industrielles » Finalité « Industrie »	57
------	----	-----------	---	----

wordt de volgende regel ingevoegd :

Long	19	Technique	Section « Gestion de la maintenance électromécanique » en co-organisation avec l'Université de Mons	52
------	----	-----------	---	----

c) in de tabel « Haute Ecole Lucia de Brouckère », wordt de regel :

Court	9	Economie	Section « Assistant de direction »-Option « Langues »	25
-------	---	----------	---	----

vervangen door de volgende regel :

Court	9	Economie	Section « Assistant de direction »-Option « Langues et gestion »	25
-------	---	----------	--	----

4° In de meldingen betreffende de « Habilitations des Écoles supérieures des Arts », in de tabel « Domaine 22 : arts plastiques, visuels et de l'espace » :

a) wordt de volgende regel opgeheven :

Court	Gravure et impression	1					21					
-------	-----------------------	---	--	--	--	--	----	--	--	--	--	--

b) wordt de regel :

Long	Sérigraphie	1+2	21				21	21				
------	-------------	-----	----	--	--	--	----	----	--	--	--	--

vervangen door de volgende regel :

Long	Sérigraphie	1+2	21				21					
------	-------------	-----	----	--	--	--	----	--	--	--	--	--

c) en wordt de regel :

Long	Communication visuelle et graphique	1+2	21	21			21			62	53	57
------	-------------------------------------	-----	----	----	--	--	----	--	--	----	----	----

vervangen door de volgende regel :

Long	Communication visuelle et graphique	1+2		21			21			62	53	57
------	-------------------------------------	-----	--	----	--	--	----	--	--	----	----	----

Art. 65. In bijlage 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de regel :

16	U	Science de la motricité	Orientation générale
			Education physique

wordt de volgende regel ingevoegd :

16	U	Kinésithérapie et réadaptation	
----	---	--------------------------------	--

2° de regel :

22	ESA	Tapisserie	
----	-----	------------	--

wordt vervangen door de volgende regel :

22	ESA	Tapisserie-Arts textiles	
----	-----	--------------------------	--

Art. 66. In bijlage 4 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de regel :

5	Communication appliquée spécialisée - Publicité et Communication commerciale	2	Galilée UCL ULB	21 25 21
---	---	---	-----------------	----------------

wordt de volgende regel ingevoegd :

5	Stratégie et analyse de la communication interactive et collaborative	2	ICHEC-ISC -St Louis, ISFSC et USL-B.	21
---	--	---	--------------------------------------	----

2° de regel :

9	Gestion d'entreprise	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
---	----------------------	---	----------------------	----------------------

wordt vervangen door de volgende regel :

9	Gestion de l'entreprise	2	ICHEC Ferrer UCL ULB	21 21 25 21
---	-------------------------	---	----------------------	----------------------

3° de regel :

9	Tourisme, or. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
---	--------------------------------	----	---------------------	----------

wordt vervangen door de volgende regel :

	Tourisme, op. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
--	--------------------------------	----	---------------------	----------

4° na de regel :

9	Tourisme, op. tourisme durable	1C	Charlemagne Schuman	62 84
---	--------------------------------	----	---------------------	----------

wordt de volgende regel ingevoegd :

9	Gestion des services généraux (*)	2	HE Ilya Prigogine, HEB, HE Ferrer, HE Spaak et HE Lucia De Brouckère.	21
---	-----------------------------------	---	---	----

5° Na de regel :

10	Intégration des technologies nouvelles au service de l'éducation	1S	HEB Ferrer	21 21
----	---	----	------------	----------

worden de volgende regels ingevoegd :

10	Spécialisation « Accompagnateur en milieux scolaires »	1S	HELMo et HE Charlemagne	62
10	Spécialisation en gérontologie psycho- éducative	1S	HE Condorcet, HELHa et HEH.	52

Art. 67. In bijlage 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift van bijlage 6 worden de woorden « au 31 décembre 2013 » opgeheven;

2° de woorden « Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons-formations » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;

- 3° de woorden « Institut d'enseignement de promotion sociale – Mons formations » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage »;
- 4° de woorden « Centre provincial d'enseignement de promotion sociale du Borinage » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 5° de woorden « Ecole industrielle supérieure provinciale » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage » ;
- 6° de woorden « Ecole industrielle supérieure de Mons » worden telkens vervangen door de woorden « PROM SOC Supérieur Mons Borinage »;
- 7° de woorden « Ecole industrielle supérieure » sont remplacés par les mots « PROM SOC Supérieur Mons Borinage »;

8° na de regel :

Institut Diderot	Boulevard de l'Abattoir 50 1000 Bruxelles	Bachelier en Arts plastiques, visuels et de l'espace – Option : création d'intérieurs	Néant
Ecole de Promotion sociale Saint Luc	Rue d'Irlande 57 1060 Bruxelles		Néant

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en Arts plastiques, visuels et de l'espace – Option : création d'intérieurs	Néant
Cours de Promotion sociale Saint Luc	Rue Louvrex 111 4000 Liège		Néant

9° de regel :

Collège technique des Aumôniers du travail	Grand'Rue 185 6000 Charleroi	Bachelier en comptabilité	Néant
--	---------------------------------	---------------------------	-------

wordt vervangen door de volgende regel :

Collège technique des Aumôniers du travail	Grand'Rue 185 6000 Charleroi	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Université du Travail / Institut d'Enseignement technique commercial sis à Charleroi
--	---------------------------------	---------------------------	--

10° de volgende regel wordt opgeheven :

Institut provincial d'enseignement de promotion sociale de Huy	Quai de Compiègne 4 4500 Huy	Bachelier en comptabilité	Néant
--	---------------------------------	---------------------------	-------

11° de regel :

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier en comptabilité	Néant
-------------	---	---------------------------	-------

wordt vervangen door de volgende regel :

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Dour
-------------	---	---------------------------	--

12° de regel :

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en comptabilité	Néant
---------	-------------------------------	---------------------------	-------

wordt vervangen door de regel :

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en comptabilité	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Peruwelz
---------	-------------------------------	---------------------------	--

13° na de regel :

CF Ath, Flobecq	Rue de Lessine 11 7800 Ath	Bachelier en construction	Néant
-----------------	-------------------------------	---------------------------	-------

worden de volgende regels ingevoegd :

CF EVERE, LAEKEN	Avenue Constant de Permeke 4 1140 Evere	Bachelier En Coopération Internationale	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut de Formation de Cadres pour le développement
INSTITUT DE FORMATION DE CADRES POUR LE DEVELOPPEMENT	Avenue Legrand 59 1050 BRUXELLES	Bachelier en coopération internationale	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec CF Evere, Laeken, Avenue Constant Permeke 4 à 1140 BRXELLES

14° na de regel :

Centre d'enseignement supérieur de Promotion sociale et de formation continuée en Brabant wallon	Rue des Wallons 6 1348 Louvain-laNeuve	Bachelier en droit	Néant
--	---	--------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

PROM SOC Supérieur Mons Borinage	7000 Mons	Bachelier en E- business	Néant
----------------------------------	-----------	--------------------------	-------

15° na de regel :

Institut de formation continuée Enseignement de promotion sociale	Rue Jonfosse 80 4000 Liège	Bachelier en Gestion Des Ressources humaines	Néant
---	-------------------------------	--	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut Provincial De Promotion Sociale Et De Formation Continue	Rue Demulder 1 1400 Nivelles	Bachelier en Gestion Des Ressources humaines	Néant
---	---------------------------------	--	-------

16° na de regel :

Institut Saint Laurent – Enseignement de Promotion sociale	Rue Saint Laurent 33 4000 Liège	Bachelier en Informatique de gestion	Néant
--	------------------------------------	--------------------------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec PROM SOC Mons Borinage
----------------------------	------------------------------	--------------------------------------	--

17° na de regel :

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Bachelier en Informatique de gestion	Néant
---	----------------------------------	--------------------------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège
--	--	--------------------------------------	--

18° na de regel :

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 5600 Philippeville	Bachelier en informatique de gestion	Néant
-----------------------------	--	--------------------------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

IEPSCF de Péruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Péruwelz	Bachelier en informatique de gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Colfontaine et avec l'IEPSCF de Mouscron
--------------------	---	--------------------------------------	--

19° na de regel :

IEPSCF Uccle	Rue Gatti de Gamond 95 1180 Uccle	Bachelier en Informatique et Système – Finalité : technologie de l'informatique	Néant
--------------	--------------------------------------	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier en Informatique et Système – Finalité : Automatique	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section avec cette finalité dans l'enseignement de promotion sociale sur l'ensemble de la Communauté française
----------------------------	------------------------------	---	---

20° na de regel :

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Bachelier en marketing	Néant
---	----------------------------------	------------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en marketing	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège
--	--	------------------------	--

21° na de regel :

Ecole industrielle supérieure provinciale	Avenue du Tir 10 7000 Mons	Bachelier en relations publiques	Néant
---	-------------------------------	----------------------------------	-------

worden de volgende regels ingevoegd :

Ecoles supérieure des affaires	rue du Collège 8 5000 Namur	Bachelier En Sciences Administratives Et Gestion Publique	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut Provincial de Formation Sociale, rue Henri Blès 188-190 à 5000 Namur
Institut Provincial De Formation Sociale	rue Henri Blès 188-190 5000 Namur	Bachelier en sciences administratives et gestion publique	habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Ecole supérieure des Affaires, rue du Collège 8 à 5000 Namur

22° na de regel :

Cours industriels et commerciaux de Couillet	Rue des Lilas 3 6010 Couillet	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Néant
--	----------------------------------	--	-------

worden de volgende regels ingevoerd :

CF de Fléron-Chénée	Rue Charles Deliège 9 4623 Fléron	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Waremme
CF Waremme	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremme	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'IEPSCF de Fléron-Chénée

23° na de regel :

Institut Diderot	Boulevard de l'Abattoir 50 1000 Bruxelles	Bachelier en techniques graphiques – Finalité : Techniques infographiques	Néant
------------------	--	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut provincial d'enseignement supérieur de promotion sociale de Seraing	Rue de Colard Trouillet 48 4100 Seraing	Bachelier en techniques graphiques – Finalité : Techniques infographiques	Habilitation maintenue vu qu'il s'agit du seul établissement à organiser cette section avec cette finalité dans l'enseignement de promotion sociale au sein de la Commission sous-régionale de Liège et en raison de la rationalisation des cours de langue
--	--	---	---

24° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Waremme	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremme	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entreprise Administration	Néant
------------	--------------------------------------	--	-------

25° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Soumagne	Rue des Prairies 40 4630 Soumagne	Bachelier en secrétariat de Direction : Option : Entre- prise Administration	Néant
-------------	--------------------------------------	--	-------

26° de regel :

Institut Supérieur Plus Oultre	Rue de Savoie 6 7130 Binche	Bachelier en tourisme- option : Gestion	Néant
-----------------------------------	--------------------------------	--	-------

wordt vervangen door de volgende regel :

Institut Supérieur Plus Oultre	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier en tourisme- option : Gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec les Arts et métiers Enseignement de promotion sociale à Erque- linnes
-----------------------------------	-------------------------------	--	---

27° de regel :

Ecole d'Arts et Métiers	Rue Sainte-Thérèse 47 6560 Erquelinnes	Bachelier en tourisme - option : Gestion	Néant
-------------------------	---	---	-------

wordt vervangen door de volgende regel :

Ecole d'Arts et Métiers	Rue Sainte-Thérèse 47 6560 Erquelinnes	Bachelier en tourisme- option : Gestion	Habilitation limitée à la durée et conditionnée au respect de la convention passée avec l'Institut Supérieur Plus Oultre
-------------------------	---	--	--

28° na de regel :

CF Namur (cefor)	Boulevard Cauchy 9-10 5000 Namur	Bachelier en tourisme – Option : Gestion	Néant
------------------	-------------------------------------	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

EPFC 3	Boulevard du Triomphe 1 1050 Bruxelles	Bachelier En Vente	Néant
--------	---	--------------------	-------

29° na de regel :

Ecole pratique des Hautes Etudes commerciales	Avenue Konrad Adenauer 3 1200 Bruxelles	Administration et gestion du personnel	Néant
--	---	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Institut provincial d'enseignement de promo- tion sociale de Huy	4500 Huy	Brevet d'enseignement supérieur de conseiller en insertion socioprofession- nelle	néant
--	----------	--	-------

30° na de regel :

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	----------------------------------	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Enseignement De Promo- tion Sociale D'Enghien (Epse)	Rue du Village 50 7850 Marcq	Brevet d'enseignement supérieur de webdesigner	Néant
--	---------------------------------	---	-------

31° na de regel :

Institut de formation supérieure de Wavre	Rue de la Limite 6 1300 Wavre	Brevet d'enseignement supérieur de webdevelo-per	Néant
---	----------------------------------	--	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Enseignement De Promotion Sociale D'Enghien (Epse)	Rue du Village 50 7850 Marcq	Brevet d'enseignement supérieur de webdevelo-per	Néant
--	---------------------------------	--	-------

32° na de regel :

Institut provincial de formation sociale	Rue Henri Blès 188-190 5000 Namur	Spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	néant
--	--------------------------------------	---	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Cours Pour Educateurs En Fonction	Rue des Fortifications 25 4030 Liège	Spécialisation d'intervenant en thérapie familiale systémique	Néant
-----------------------------------	---	---	-------

33° na de regel :

Institut Roger Guilbert	Campus du CERIA Avenue Emile Gryson 1 1070 Anderlecht	Conseiller en prévention	Néant
-------------------------	---	--------------------------	-------

wordt de volgende regel ingevoegd :

Centre d'enseignement supérieur de promotion et de formation continuée en brabant wallon	Rue des Wallons 6 1348 Louvain-la-Neuve	Conseiller en prévention	Organise la section conseiller en prévention deuxième niveau
--	--	--------------------------	--

34° de volgende regel wordt opgeheven :

Ecole de commerce et d'informatique enseignement de promotion sociale	Rue Hazinelle 2 4000 Liège	Bachelier en assurances	Néant
---	-------------------------------	-------------------------	-------

35° de volgende regel wordt opgeheven :

Enseignement de Promotion sociale d'Enghien	Rue du village 50 7850 Marcq	Bachelier en comptabilité	Néant
---	---------------------------------	---------------------------	-------

36° de volgende regel wordt opgeheven :

Ecole Industrielle Et Commerciale De Saint Ghislain	Avenue de l'Enseignement 20 7330 Saint-Ghislain	Bachelier en comptabilité	Néant
---	--	---------------------------	-------

37° de volgende regel wordt opgeheven :

Ecole Industrielle Et Commerciale De La Ville D'Andenne	Rue Adeline Henin 1 5300 Andenne	Bachelier en comptabilité	Néant
---	-------------------------------------	---------------------------	-------

38° de volgende regel wordt opgeheven :

Ecole Industrielle Commerciale Et De Sauvetage	Rue du Collège 27 5060 Tamines	Bachelier en comptabilité	Néant
--	-----------------------------------	---------------------------	-------

39° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Philippeville, Florennes	Avenue de Samart 2/2 5600 Philippeville	Bachelier en comptabilité	Néant
-----------------------------	--	---------------------------	-------

40° de volgende regel wordt opgeheven :

Enseignement De Promotion Sociale D'Enghien	Rue du Village 50 7850 Marcq	Bachelier en droit	Néant
---	---------------------------------	--------------------	-------

41° de volgende regel wordt opgeheven :

Institut De Technologie Enseignement De Promotion Sociale.	Quai du Condroz, 15 4020 Liège	Bachelier En Electronique Finalité : Electronique appliquée	Néant
--	-----------------------------------	--	-------

42° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Ath, Flobecq	Rue De Liessies 11 7800 Ath	Bachelier En Electronique Finalité : Electronique appliquée	Néant
-----------------	--------------------------------	--	-------

43° de volgende regel wordt opgeheven :

CF WAREMME	Rue Gustave Renier 1 4300 Waremmes	bachelier en Informatique de gestion	Néant
------------	---------------------------------------	--------------------------------------	-------

44° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Peruwelz	Boulevard Léopold III 40 7600 Peruwelz	Bachelier En Marketing	Néant
-------------	---	------------------------	-------

45° de volgende regel wordt opgeheven :

Institut Reine Astrid-IRAM	Rue Saint Luc 3 7000 Mons	Bachelier En Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
----------------------------	------------------------------	--	-------

46° de volgende regel wordt opgeheven :

Enseignement De Promotion Sociale D'Enghien	Rue du Village 50 7850 Marcq	Bachelier en Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---	---------------------------------	--	-------

47° de volgende regel wordt opgeheven :

Cours techniques, commerciaux et Professionnels Secondaires	Ancien Chemin d'Ollignies 27 8600 Lessines	Bachelier en Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---	---	--	-------

48° de volgende regel wordt opgeheven :

CF Dour	Rue de Boussu 84 7370 Dour	Bachelier En Secrétariat de Direction Option : Entreprise Administration	Néant
---------	-------------------------------	--	-------

HOOFDSTUK XIII. — Wijziging van het decreet van 11 april 2014

tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies

Art. 68. In artikel 3 van het decreet van 11 april 2014 tot aanpassing van de financiering van de instellingen voor hoger onderwijs aan de nieuwe organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) paragraaf 1, 2°, wordt aangevuld met de woorden “, of, op basis van dezelfde wet, een asielaanvraag hebben ingediend waarover nog geen definitieve beslissing werd genomen of waarover nog geen administratief cassatieberoep, dat overeenkomstig de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State toelaatbaar werd verklaard, werd ingediend, en dit tot op het ogenblik waarop een verwerpingsarrest inzake het toegelaten beroep is uitgesproken;”;
- b) paragraaf 2 wordt aangevuld met de woorden “, met uitzondering van de studenten die worden toegelaten krachtens een asielaanvraag die definitief werd afgewezen en waarvan het eventuele administratief cassatieberoep werd verworpen.”.

Art. 69. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9 ingevoegd, luidend als volgt: “Wanneer de student een nieuwe oriëntatie kiest volgens de procedure bepaald in artikel 102, § 3 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, wordt hij, voor de berekening van de financiering, in aanmerking genomen voor de helft ten gunste van de instelling voor hoger onderwijs waarbij hij ingeschreven was en voor de helft ten gunste van de instelling voor hoger onderwijs die hem onthaalt”.

Art. 70. In hetzelfde decreet wordt een artikel 9 ter ingevoegd, luidend als volgt: “Wanneer de student beslist zijn programma te verminderen overeenkomstig de artikelen 150 en 151 van het voormelde decreet van 7 november 2013, voor de berekening van de financiering, wordt de student in aanmerking genomen tot beloop van 100% voor het betrokken academiejaar”.

Art. 71. In artikel 11 van hetzelfde decreet, tweede lid, wordt de tweede zin opgeheven.

HOOFDSTUK XIV. — *Wijziging van het decreet van 11 april 2014
tot finalisering van de overdracht van de studies van vertaler-tolk naar de universiteit*

Art. 72. In artikel 3 van het decreet van 11 april 2014 tot finalisering van de overdracht van de studies van vertaler-tolk naar de universiteit, wordt § 1 aangevuld als volgt: “De studenten worden in de universiteiten reeds vanaf het begin van het academiejaar 2015-2016 ingeschreven”.

Art. 73. In artikel 4 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. in § 2, eerste lid, worden de woorden “31 december 2014” vervangen door de woorden “30 juni 2015”;
2. § 2 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: “Voor de behoeften van de toepassing van het tweede lid, worden twee naamlijsten opgemaakt in de overeenkomst gesloten tussen de “Haute Ecole Léonard de Vinci” en de overeenstemmende gemachtigde universiteiten; de ene vermeldt het statutair en contractueel personeel dat naar de UCL wordt overgedragen en de andere vermeldt het statutair en contractueel personeel dat naar de USL-B wordt overgedragen. Beide naamlijsten vormen echter één enkele uitdovingsformatie. In de overeenkomsten die worden gesloten tussen de “Haute Ecole de Vinci” en de universiteiten UCL en USL-B, genieten de personeelsleden die in de uitdovingsformatie voorkomen, de evolutiemogelijkheden binnen die twee universiteiten”.

Art. 74. Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt: « Wanneer de betrekking die werd bekleed door één van de personeelsleden van de uitdovingsformatie, vastgesteld overeenkomstig artikel 4, § 2, vacant wordt verklaard, en de betrekking niet door een opdrachtuitbreiding of een aanvullende aanwerving van een ander personeelslid van die uitdovingsformatie opnieuw bekleed kan worden, wordt voor deze, in voorkomend geval, voor een vervanging gezorgd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn op het personeel van de universiteiten”.

Art. 75. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt: “, met uitzondering van artikel 3, dat op 14 september 2015 in werking treedt”.

HOOFDSTUK XV. — *Slotbepalingen*

Art. 76. Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2015-2016, met uitzondering van de artikelen 30, 63, 70, 72 en 73, die voor het academiejaar 2014-2015 in werking treden, en artikel 74, dat op 1 januari 2016 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 juni 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr. J. MILQUET

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

—
Nota

(1) Zitting 2014-2015

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 131-1. - Commissieamendementen, nr. 131-2. - Verslag, nr. 131-3. - Vergaderingsamendementen, nr. 131-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 24 juni 2015.